

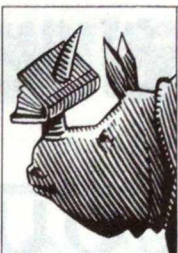
Cliche-Vadeboncœur p. 6

Suite à l'élection dans Mercier, Paul Cliche réplique à Vadeboncœur



Sport de combat p. 7

Un film consacré au sociologue Pierre Bourdieu



Observatoire des médias p. 9

Pour l'autodéfense intellectuelle

Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 4 • n° 9

Juin 2001

3,50\$



Qui complot ?

Entrevue avec des membres du Mouvement Germinal



PHOTO: VALÉRIE REMISE

Du groupe Germinal, Pierre David Habel et Johanne Paquin ont accepté de livrer au Couac leurs impressions de ce qui est survenu à leurs camarades emprisonnés. Le 18 avril dernier, les services de police ont annoncé avoir déjoué « un complot d'activistes ». Ils ont alors procédé à plusieurs arrestations, à quelques heures seulement du début du Sommet des Amériques. Seuls les journalistes accrédités pour le Sommet étaient autorisés à assister au point de presse offert par la police à ce sujet. Qu'auraient pu faire des journalistes non-accrédités, sinon poser des questions moins attendues ?

Votre groupe se nomme Mouvement Germinal, pourquoi ?

Pierre David Habel : C'est en référence au roman d'Émile Zola dont le titre évoque la justice sociale prête à éclore.

Le nom Germinal fait également référence au calendrier républicain de la Révolution française. Dans ce calendrier, Germinal avait remplacé avril, le mois du Sommet des Amériques.

Germinal ne fut donc fondé que pour le Sommet ?

PDH : Il s'agit effectivement d'un groupe ponctuel composé d'environ une quinzaine de membres, auxquels il faut ajouter une quinzaine de sympathisants qui nous donnaient un coup de main, avec le logement par exemple. Le groupe est hétérogène sur le plan idéologique – quoique nous soyons tous progressistes – mais uni quant au type d'actions à entreprendre. Nous étions d'accord pour frapper le périmètre de sécurité et pour ne pas entreprendre d'actions offen-

sives violentes contre des individus. Nous voulions créer une brèche pour permettre aux citoyens de manifester devant les lieux mêmes où se tenait l'événement qu'ils voulaient dénoncer, comme cela devrait être possible dans une démocratie.

Dans le communiqué de la police, on vous accuse « de vol et de possession d'approvisionnements militaires appartenant à sa Majesté », dont « quatre bombes fumigènes [et] 3 pièces pyrotechniques destinées à l'entraînement militaire ».

PDH : Parlons premièrement des trois Thunderflash, les fameuses pièces pyrotechniques. Les autorités ont parlé d'explosifs, mais il s'agit en fait de simulateurs d'explosion : on a le bruit et la lumière, mais sans l'explosion. Quant aux bombes fumigènes, elles produisent seulement une fumée inoffensive, du même type que celle diffusée dans les bars pour donner de l'ambiance. Aujourd'hui, on risque d'être accusé de possession d'explosifs en vue de poser un méfait pouvant causer un danger réel à la vie de personnes...

La police indique que furent saisis dans un véhicule conduisant certains des membres de Germinal vers Québec « marteau, pince, plusieurs milliers de tracts antimondialisation, fusée routière », etc.

PDH : C'était la voiture de l'agent double et il a évidemment pu ajouter du matériel sans que l'on s'en rende compte. Un des passagers de la voiture est menuisier : la présence d'un marteau ou de pinces ne devrait donc pas surprendre. Quant aux tracts anti-mondialisation, je ne crois pas

que ce soit un crime non plus d'en posséder dans un pays qui prétend respecter la liberté d'expression.

Johanne Paquin : Il est clair que la justice veut faire de notre cas un exemple politique. Ce sont nos idées bien plus que nos actes qui mettent les autorités hors d'elles. Lors de mon témoignage, le 23 avril dernier, j'ai précisé au juge que le roman *Germinal* portait sur les luttes ouvrières. « Ça, c'est révolutionnaire, mademoiselle », m'a dit le juge...

Vous dites avoir été « infiltrés ». Comment en êtes-vous certains ?

PDH : Dans les documents de la preuve, on mentionne l'existence de deux agents infiltrés, ainsi que celle d'un membre de Germinal qui nous aurait trahi.

Que répondez-vous à l'accusation de « complot » ?

PDH : C'est nous qui sommes victimes d'un complot de la part des policiers et de l'État. Nous avons appris pendant l'enquête qu'une trentaine d'agents avait infiltré différentes organisations anti-mondialisation. Pourquoi avoir piégé Germinal ? En arrêtant les coordinateurs de Germinal, les policiers démantelaient complètement le mouvement, alors que dans le cas des Black Blocs, par exemple, chaque individu est autonome et l'action ne dépend pas d'un groupe d'organiseurs. De plus, Germinal comptait parmi ses membres des militaires : les autorités ne peuvent accepter qu'un individu entraîné par l'État pour le défendre se retourne contre le système après avoir constaté qu'il était pourri. Enfin, en orchestrant une arrestation très médiatique à deux jours de l'ouverture officielle du Sommet, les policiers justifiaient les 100 millions de dollars consacrés à la défense des chefs d'État et criminalisait la contestation, créant un faussé psychologique entre les « bons » citoyens et les dangereux manifestants.

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANCIS DUPUIS-DÉRI

Chapeau, Dubuc et bon voyage sur la lune

C'était hier. Alain Dubuc publiait son dernier éditorial dans les pages de *La Presse*. Au menu, autocongratulations et remerciements d'usage. « J'en profite [...] pour remercier *La Presse* et son propriétaire qui, contrairement à ce que laisse croire une tenace légende urbaine, m'ont accordé, au fil des ans, une confiance, une liberté et une marge de manœuvre uniques dans la presse nord-américaine ». Point à la ligne.

Heureux, satisfait, Dubuc s'en va continuer d'être le domestique de son inconscience au *Soleil*.

Je parie que *Le Soleil* fera sous peu plus d'argent. Et je parie que ce sera bientôt un journal vraiment très bien. Le grand chic. Plus d'économie, un cahier tendance, un graphisme très joli et du divertissement à pleine page. *Le Soleil* vibrera ainsi de concert avec les autres journaux de son nouveau propriétaire : au diapason de la soumission, en plein accord avec la vulgate dominante. Et le succès sera là. Il ne restera qu'à le cueillir chez votre marchand de journaux.

De *La Presse* au *Soleil*, Dubuc va pouvoir aisément continuer d'être l'esclave d'un système tout en se donnant l'impression d'en être le chef.

Au cours des dernières années, on a dit, hélas, beaucoup de mal de cet homme. Nous les premiers. Hélas, car c'était mérité.

A-t-on jamais connu, depuis dix ans, un homme voué avec un tel empressement à tenir pour condamnable tout ce qui pouvait menacer ne serait-ce que le vernis des puissants ? Vouloir

persuader le grand nombre que tout va bien quand les objectifs du petit nombre sont atteints, c'est se montrer de la dernière faiblesse des moyens.

De marxiste radical dans les années 1970, Dubuc est devenu radicalement capitaliste la décennie suivante. Cela le regarde, bien sûr. De quel droit peut-on dire à un homme qu'il doit évoluer comme ceci ou comme cela ?

Dubuc s'en va continuer d'être le domestique de son inconscience au Soleil.

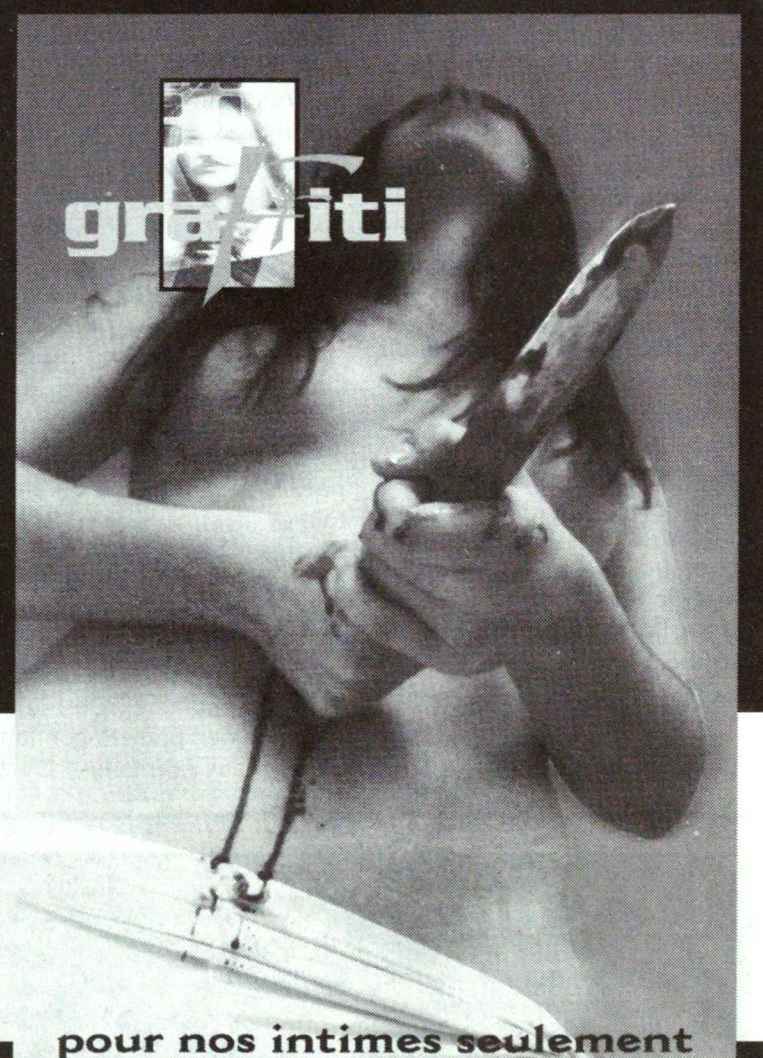
Ce que je prends le droit de dire, par exemple, c'est que *Le Soleil* connaîtra sous peu la même loi que *La Presse* et que, au fond, ça ne le changera pas trop. *Le Soleil* restera dans la lune. Il continuera d'annoncer comme avant, mais il le fera désormais à la gloire du compte en banque d'un autre propriétaire.

Il faut souhaiter, comme il convient en bonne société, les meilleurs vœux de succès à Alain Dubuc dans l'exercice de ses nouvelles fonctions. Qui sait si, dans la très belle ville de Québec, il ne trouvera pas le temps et le silence pour écrire un autre livre tel son remarquable *Simple comme l'économie* ? Un livre où il nous expliquera, une fois pour toute, les rouages de la vie et de l'économie contemporaine. Un livre définitif qui planerait sur tout, comme sa pensée, en rase-motte.

Faut-il dire un mot enfin au sujet d'André Pratte, nouvel éditorialiste en chef ? La pensée, à *La Presse*, sera soudain robuste et saine. Cela va sans dire.

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Cas de censure



pour nos intimes seulement

Pour la deuxième fois cette année, la direction du Collège Jean de Brébeuf à Montréal a retiré de la circulation les numéros de *Graffiti*, le journal des étudiants : cette page couverture a été jugée inconvenante. Quand on aura empêché tout le monde de représenter sous toutes ses formes la réalité du suicide, tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes, y compris du côté de la liberté d'expression ?



COURRIER DES LECTEURS

Le clone idéologique de Denise Bombardier

Contrairement à ce qu'affirme Michel Rioux dans le dernier numéro du *Couac* (« Les clones idéologiques de Françoise David et de Monique Simard »), les organisateurs du Sommet des peuples n'ont jamais empêché leur seigneur Couture de participer à ce sommet parallèle. Personne n'a cherché à restreindre « le spectre des combattants » en excluant les représentants de l'Église catholique, et personne n'a cherché à exprimer sa solidarité qu'avec ses « clones idéologiques ».

Avant de se faire le clone de Denise Bombardier sur cette question et de lancer à tort et à travers des accusations d'« esprit de chapelle, de mise à l'index, de censure et de baillon », Michel Rioux aurait dû lire les journaux avec un peu plus d'attention, tout y était clair.

[...] Le problème du seigneur de Québec, c'est qu'il n'a tout simplement pas accepté que les organisateurs du sommet ne lui accordent pas la place seigneuriale à laquelle il estimait avoir droit d'office. Ils lui ont fait l'insulte de l'inviter à participer à tous les forums de son choix et même de distribuer la propagande de l'Église partout où il voulait. Ce n'était pas assez pour un monseigneur: il voulait la tribune d'honneur. Il a donc mandaté son secrétaire général afin de faire des *sparages* devant les médias et jeter le discrédit sur le sommet.

Après avoir justifié le caractère civil de l'événement, les organisateurs ont fait volte face et ont invité Maurice Couture à s'adresser aux militants lors de la clôture du Sommet. Le président de la FTQ, Henri Massé, a même cru nécessaire de présenter des excuses à sa seigneurie. Mais pour s'excuser de quoi au juste? S'il y a une rectitude politique à dénoncer, c'est bien celle-là. Par ce geste, le chef syndicaliste a montré que même si les structures de la société civile se sont laïcisées, la laïcisation des esprits n'a pas encore eu lieu.

Les portes du Sommet des peuples étaient grandes ouvertes à tout représentant de l'Église catholique et ceci même si l'Église n'est pas une organisation démocratique. Comme toute autre religion, l'Église catholique ne pratique aucune forme de démocratie interne; ne reconnaît pas les principes d'égalité des personnes, de la liberté de conscience, de la laïcité de l'État; favorise la discrimination institutionnelle de ceux qui ne font pas partie de ses rangs, notamment à l'école publique. [...]

Les confessionnalistes étaient d'ailleurs présents au sein même des organisateurs du Sommet et leur attitude s'est avérée digne des monseigneurs. [...]

Voilà, M. Rioux, quels sont ceux qui pratiquent la solidarité avec leurs clones idéologiques. Voilà où est l'esprit de chapelle et la censure. [...]

Daniel Baril, président Mouvement laïque québécois

Réplique Au fond, Baril

Au fond, mon cher Baril, tu es venu trop tard dans un siècle trop vieux. Ta guerre est finie. Tu es comme ce vieux japonais qui, sur une île déserte depuis 40 ans, ignorait que la guerre était terminée. C'est quand même navrant de constater qu'à l'instar de certains marxistes-léninistes, des militants laïcs dont, semble-t-il, le président du Mouvement Laïc Québécois lui-même, sont convaincus qu'au-delà de l'impérialisme américain et de la globalisation des marchés, ce soit l'omniprésence de l'Église catholique dans tous les secteurs d'activité de la société qui constituerait encore aujourd'hui la contradiction principale à laquelle il faut de toute urgence s'attaquer. C'est comme tenir à bout de bras la ganse de l'autobus alors qu'il n'y a même plus d'autobus... Un transfert s'est ainsi produit dans le merveilleux monde des vaches sacrées: celles d'aujourd'hui, si j'en juge par le mot de Baril, ont le cuir aussi mince que l'avaient dans le temps ces princes d'une Église aujourd'hui disparue, qui ne toléraient surtout pas qu'une once d'humour viennois se déverser sur leur grandeur empesée à l'em-pois chinois. Le bout de ta soutane dépasse, Baril!

Ayant eu deux oncles membres fondateurs du Mouvement laïc québécois en 1960, j'applaudis à l'école neutre et me battraï bec et ongles pour la laïcité de l'État. Mais pour reprendre l'expression d'Yves Beauchemin, il me semble que Baril s'acharne sur le cadavre, encore chaud peut-être, de ce que fut cette Église glorieuse et impératrice qu'il pourfend de ses anathèmes déphasés. C'est son choix. Mais ce parti pris ne devrait pas l'aveugler au point de ne plus savoir lire. Il était question de Monique Richard, de la CSQ, et non de Monique Simard, des Productions Virages, dans le titre de mon article! D'autre part, que Madame Bombardier ait eu, sur cette question, la même opinion, j'en prends acte, comme je suis d'accord avec elle sur le fait qu'au moment où j'écris ces lignes, nous sommes le mardi 9 mai. *Le Couac* avait reçu mon article plusieurs jours avant qu'elle ne publie le sien dans *Le Devoir* et je suis sûr que Jean-François Nadeau ne lui en a pas fait tenir copie.

Enfin, que Baril se rassure. Comme tout journaliste qui se respecte, après avoir lu ce qu'en rapportait la presse bourgeoise, j'ai pris la précaution de vérifier deux fois plutôt qu'une avec des organisateurs du Sommet des peuples. C'est ainsi que les choses se sont passées.

Michel Rioux

L'assomé des Amériques

[...] C'est ça l'immondialisation? Ils ont sorti les balles de Gaza, on a sorti les cocktails de Belfast, et pour la première fois, on amène tout ça chez moi? C'est ça le libre-échange? C'est le futur commerce de l'Arwen 37 et de ses projectiles caoutchouc *Made in Palestine*? [...] C'est la charte des droits des investisseurs quand on châtre les droits de l'homme? C'est la concurrence des poulets gonflables injectés aux hormones? C'est le

rêve gonflable des seins injectés d'une Silicone Valley d'un pôle à l'autre? C'est ça? [...] C'est la peine de mort injectée? C'est ça? C'est une euthanasie d'État? Nous enverrons tous nos enfants dans les garderies d'Oklahoma? C'est la Macdollarisation? Peut-être que non. Je ne sais pas. Je ne sais rien. Ils ne m'ont rien dit. Ni en français, ni en anglais, ni en espagnol, ni en portugais. Cette démocratie me scie. Alors je suis inquiet. Je suis accoté au mur de l'ignorance.

Pour toi, Éric Laferrière atteint à la gorge, qui ne sais pas si tu reparleras. Ta réalité est ma métaphore. On te donne des calmants aux quatre heures, moi j'ai la télé à six heures. Nous non plus nous n'avons plus de voix. Y a-t-il une autre voix que la voix de béton? Pour toi, manifestant aux soins intensifs pour fracture du crâne caoutchouc, ta facture intensive risque-t-elle de devenir privée? Tu penses donc tu nuis? Pour toi, officier officieusement battu à la barre de fer de mes mots étouffés, pour toi, pour tes enfants. Tu n'es pas un concept. J'ai honte et ma honte est un mur. [...]

Aurai-je une voie autre que celle de béton? Aurai-je des mots autres que la peur? Notre rêve sera-t-il tout américain? Je ne voulais que lumière, je n'ai eu que fumée. Je voulais espérer, j'ai pleuré. Oui à la mondialisation de la responsabilité. Je voulais fêter, je voulais fesser, manifester. Votre indifférence est manifeste. J'ai été infesté, je me sens infect. Faire mon épicerie reste mon dernier choix politique. Je dois réapprendre à me faire entendre, peut-être avec des moyens moins tendres.

Philippe Ducros

Reçu le 23 mai

J'ai lu votre numéro de mai. Il est dommage que vos pages soient ouvertes à un tel malade comme Daniel Baril. Un anticlérical dépassé qui, sans doute, rumine une ancienne aversion contre l'Église. Un psy, au plus vite! Quant à certains noms au générique, Jacques Bouchard, Normand Baillargeon, leur seule mention au tableau est signe de merde car des types comme eux sapent la Nation québécoise dans ce qu'elle a de traditionnel et fait rire de plaisir les métèques qui jouissent de notre décadence. J'ignorais votre existence. Je m'en porte bien.

Anonyme

Au-delà du mensonge

Lorsqu'on lit les textes de Pierre Falardeau, on comprend vite la pensée anticapitaliste de ce dernier. Il suffit de quelques lignes pour saisir les liens qu'il fait et qui existent: entre une pensée indépendantiste conséquente et la lutte anticapitaliste. On fait le même constat lorsque l'on lit Pierre Vadeboncoeur... enfin, ses vieux textes...

D'un autre côté, les deux hommes défendent le Parti Québécois: Falardeau a fait du porte à porte pour Claudel Toussaint lors des élections partielles dans Mercier, et Vadeboncoeur a défendu le parti à plusieurs reprises dans les pages du *Couac*. Remarquez, ils ne sont malheureusement pas seuls

dans leurs camps. Plusieurs, la tête dans la sable, loin de toute logique, s'acharnent à croire en ce mensonge crasse que constitue le PQ.

Pourquoi donc? L'idéologie néolibérale du parti n'est pas assez grossièrement appliquée? La lutte à l'oppression nationale n'est pas assez absente des actions péquistes? Le gouvernement n'a pas brisé assez de grèves? Il n'a pas envoyé assez de gaz lacrymogènes lors du Sommet des Amériques, peut-être? Dites, c'est le combat épique qu'il mène pour que le doublage des films se fasse ici qui fait vivre votre fibre péquiste ou son légendaire américanisme? Dites-le franchement, c'est son travail acharné pour exterminer les forêts québécoises ou les méprisants dix cents accordés aux femmes qui vous emballent?

Non? Ce n'est pas ce qui vous « force » à appuyer le PQ? Ah voilà! Ça y est! C'est ce qui caractérise « fondamentalement » le PQ qui vous excite. Ce sont les quelques minutes par décennie qu'il accorde à un commencement de début de projet de souveraineté-association-politique-économique qui le place au-dessus des autres partis, au-dessus de votre critique.

Marc-André Cyr

Jacques Ferron avait raison

Dans *La Presse* d'un vendredi récent, l'ex-ministre libéral Castonguay a très bien fait de remettre les pendules à l'heure. Faux, dit-il, il n'y avait pas dissension au cabinet des ministres de Robert Bourassa, faux, il n'y avait aucune crainte de « guerre civile ». Donc, à Ottawa, les délibérations du cabinet Trudeau semblaient dans le machiavélique intéressé, à Ottawa, on exagérât sciemment les événements. Tout cela me conduit à regretter une laide querelle entre mon illustre camarade, le médecin et écrivain Jacques Ferron, et moi. Chicane dont il a fait écho dans des articles et des livres. Au lendemain de la fameuse Crise, Ferron répandait des rumeurs: Ottawa avait contrôlé cette fameuse Crise. La GRC aurait pu arrêter net tous les felquistes. [...] Ferron alla jusqu'à affirmer que le FLO, infiltré, était utile aux fédéraux. Que les frères Rose servaient innocemment, insinuaient Ferron, d'appâts. Bref, il osait: « Sans le noir dessein du fédéral, un plan diabolique concocté sept mois avant octobre par un « comité » secret diabolique, il n'y aurait pas eu de Crise »! Pierre Vallières, comme l'avocat des felquistes, s'engagèrent contre lui. Je m'étais insurgé moi aussi contre ce soi-disant complot qui faisait des felquistes des pantins niais. J'étais alors chroniqueur quotidien au *Journal de Montréal* et j'avais sommé Ferron de cesser son délire paranoïaque, de là sa querelle. Or, vendredi matin,

lisant Castonguay dans *La Presse*, je me pose des questions, je découvre qu'à Ottawa [...] on souffrait sur le feu: « Il va y avoir un gouvernement parallèle ». « Il va y avoir guerre civile au Québec ». « Le cabinet de Bourassa va s'effondrer ». Ces mensonges grossiers, selon un Castonguay installé aux premières loges, étaient donc utiles pour mettre en prison tous les gens de gauche. Ce qu'ils ont fait avec leurs listes à gogo. Non, les terroristes québécois n'étaient sans doute pas téléguidés par Ottawa, mais, oui, Ottawa avait intérêt à falsifier la réalité. [...] Le grand but? L'illustre fabuliste Lafontaine a toujours raison: tout le Québec de 1970 avait la gale, il fallait donc tuer l'indépendantisme dans l'opinion publique. On sait que, cinq ans plus tard, René Lévesque était élu Premier ministre. Calculs stériles chez les fédéraux donc. En somme, Jacques Ferron avait, relativement, raison: la Crise d'octobre fut utilisée, trafiquée. Est-ce que de nouveaux « accès à toute l'information » seront davantage révélateurs? On va voir.

Claude Jasmin, Sainte-Adèle

André donne la « P(r)atte » à son maître

L'espérance de vie d'un « chien-chien » est de plus ou moins 13 ans. Ainsi en est-il d'un éditorialiste de *La Presse*. Desmarais vient de changer de « chien-chien » et le p'tit nouveau a vite appris à donner la « P(r)atte » à son maître:

- 1- « le Québec est mieux à même de se développer au sein du Canada »
- 2- « nous insisterons pour que le Québec participe activement au projet canadien »
- 3- « la confédération s'est révelée enrichissante pour le Québec »

Ainsi écrivait André Pratte dans sa première profession de foi intitulée « L'esprit libre », dans *La Presse* du lundi 14 mai dernier. André Pratte se targue de garder l'esprit libre. Il faut comprendre de cette liberté qu'elle est analogue à celle dont jouit un chien au bout de sa laisse. [...]

Alain Dubuc ayant progressivement perdu toute espèce de crédibilité auprès de la grande majorité de son lectorat, son « maître » lui a offert une niche à Québec où il pourra « faire de belles » à une nouvelle galerie. Aussi André Pratte pourra-t-il en faire autant, le temps venu, plus ou moins 13 ans, soit à Sherbrooke, soit à Trois-Rivières, la niche devant être proportionnée au « chien-chien » occupant! Québécois, Québécoises, « Les chiens aboient, la caravane passe »!

Lionel Leblanc

Écrivez-nous!

Le Couac publie les commentaires de ses lecteurs. Les textes doivent être courts. Nous apprécions (beaucoup) les disquettes. Pour nous rejoindre, le courrier demeure une bonne façon: *Le Couac*, 2124 rue Laurier Est, Montréal, H2H 1B9. Télécopieur: (514) 521-5599. Vous pouvez aussi envoyer vos textes à: jfncouac@sympatico.ca

Le Couac

2124, av. Laurier Est, Montréal, Québec, H2H 1B9
Téléphone : (514) 521-5499
Télécopieur : (514) 521-5599
Abonnement : (514) 287-9467



Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau
Rédacteur en chef: Jean-François Nadeau

Collaborateurs: Normand Baillargeon, Stéphane Batigne, Victor-Lévy Beaulieu, Pierre de Bellefeuille, Michel Bernard, Jacques Bouchard, Thierry Discepolo, Bruno Dubuc, Francis Dupuis-Déri, Pierre Falardeau, François Patenaude, Benoit Perron, Aude Ribis, Michel Rioux, Marco Silvestro, Pierre Vadeboncoeur, Nadine Vincent
Illustrations: Boris, Charb, Filio, Luc Giard, Luz, Serge Ferrand. Photographie: Valérie Remise

Graphisme: Marguerite Binette
Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* et *Le Rire* pour leur collaboration.
Abonnement et publicité: François Patenaude au (514) 287-9467

ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec

POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 287-9467
Par la poste: **Le Couac**
3839, App. B, ST-DOMINIQUE, MONTRÉAL (Québec) H2W 2A2
Adressez votre chèque à: **Le Couac**.

- Abonnement d'un an: 26\$ + taxes = **29,91\$**
- Abonnement de deux ans: 46\$ + taxes = **52,91\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien: 50\$ + taxes = **57,51\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution):
200\$ + taxes = **230,08\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger: **42\$**



Petit lexique pour décoder les analyses du Sommet des Amériques

Francis Dupuis-Déri

Anarchiste: L'anarchiste serait violent en politique, contrairement à ceux qui ne penseraient jamais à légitimer quelque forme de violence que ce soit, tels que le communiste, le libéral ou le Chrétien.

Caoutchouc: Peut sauver des vies lorsqu'il recouvre un pénis, peut tuer lorsque tiré par un fusil.

Casse: Désigne généralement la violence des radicaux. Remplacer par « frappe chirurgicale » ou « dommages collatéraux » quand c'est « notre » armée qui casse Belgrade ou Bagdad à coup de « bombes intelligentes ».

Communisme:

Idéologie totalitaire propre aux gouvernements de Cuba et de la Chine. L'idéologie communiste sert de prétexte pour exclure Cuba des négociations de la Zone de libre exploitation des Amériques; l'idéologie communiste ne sert pas de prétexte pour cesser de brasser des affaires avec la Chine qu'il ne faut surtout pas isoler si l'on veut influencer le gouvernement pour qu'il respecte les droits de la personne.



PHOTO: VALÉRIE REMISE

Démocratie: Régime politique dans lequel trente-quatre chefs d'État, qui n'ont aucun mandat spécifique de leur parlement ni de leurs électeurs, négocient à huis-clos des accords économiques. Des groupes tels que la Convergence de luttes anti-capitalistes (CLAC) et le Comité d'accueil du sommet des Amériques (CASA) représentent une menace pour la démocratie parce que personne n'y détient de poste d'autorité et parce que leurs assemblées générales sont ouvertes et que toutes et tous peuvent y prendre la parole et voter.

Désobéissance civile: Consiste à bloquer une ou plusieurs rues pour perturber une réunion à caractère politique que l'on entend dénoncer. Exemple: le gouvernement canadien a commis un acte de désobéissance civile en bloquant une bonne partie de la haute ville de Québec, du 19 au 21 avril 2001, grâce à une clôture de près de 4 km de longueur.

Économie: Si tout semble aujourd'hui assujéti aux principes économiques, comment expliquer que la police n'ait pas fait économie de gaz lacrymogène ni de balles de caoutchouc?

Équipement: Ce qui distingue le Black Bloc des autres groupes. L'équipement du Black Bloc est drôlement impressionnant, même s'il y manque des canons à eau, des fusils à grenades lacrymogènes, des balles de caoutchouc, des tenues anti-émeutes ignifuges, des chiens, une clôture de 4 km, des véhicules anonymes, des hélicoptères, un pénitencier et mille soldats du Royal 22^e en réserve.

Fumée: Utilisée pour repousser les citoyens ou pour donner du goût au saumon servi lors du souper officiel.

Graffitis: Très concentrés sur les murs de Québec lors du Sommet, mais contrairement à celle des médias, leur concentration est illégale.

Groupuscule: Petit groupe aux idées dangereuses. Exemple: les trente-quatre chefs d'État constituaient un groupuscule particulièrement bien organisé, ayant mobilisé six mille cinq cents personnes pour défendre leurs idées.

Idees: Les jeunes anarchistes en sont dépourvus, n'ayant qu'une compréhension bancal de la mondialisation et de l'anarchisme. Sont au contraire pleins d'idées les jeunes

qui rêvent d'être riches et qui maîtrisent bien les œuvres des penseurs importants du libéralisme (Adam Smith, John Locke, Milton Fridman, etc.) et les policiers, tous ferrés en philosophie politique et dont les idées ne sont certes pas fumeuses.

Larmes: Elles coulent suite aux gaz lacrymogènes, bien sûr, mais également le dimanche soir, quand pour la première fois au repos on réalise la force de la violence que le policier Goliath a déployé pour repousser le manifestant David.

Périmètre: On construit une cage et on se scandalise que certains veuillent la brasser.

Prison: S'y retrouve celle ou celui qui a tenté de forcer le périmètre de sécurité. Ne s'y trouve pas George Bush qui a ordonné de bombarder (erratum: de « lancer une frappe chirurgicale sur ») Bagdad quelques jours après son élection, ni Jean Chrétien qui a agressé le militant Bill Clennett, crime pour lequel il n'a jamais été et ne sera jamais accusé.

Syndicat: Organisation à la mémoire courte qui a oublié que les gains obtenus par les travailleurs au cours des derniers siècles l'ont souvent été à coups de poings et de bâtons. Lors de la Marche des peuples, les membres du service d'ordre de la FTO disaient aux manifestants: « Ceux qui veulent quitter la marche et monter au périmètre, passez à gauche; les syndiqués, continuez à droite ».

Violence: Attribuée à un groupe, elle permet d'en occulter les idéaux. Les officiels du Sommet des Amériques et du Sommet des peuples l'attribuent à des « groupuscules extrémistes » actifs au pourtour du périmètre, oubliant de mentionner qu'il y avait des milliers et des milliers de manifestants pacifiques dans la haute ville qui acceptaient eux aussi de se faire gazer en signe d'appui aux militants violents; oubliant également que Simon Bolivar et George Washington, héros de l'indépendance des Amériques, défendirent leurs idéaux à coups de fusil et de canon.

Zone de libre échange des Amériques: le mot « libre » lui-même est vendu...

Le capitalisme mène à la guerre froide

À défaut d'une vraie guerre, une guerre froide, c'est bon pour l'économie, en particulier pour les emplois haut de gamme. Voilà qui résume l'opinion qui prévaut à Ottawa, opinion à laquelle se soumet l'ineffable premier ministre Chrétien qui évite de prendre position contre le projet étatsunien de bouclier antimissiles. L'effet le plus évident de ce bricolage apocalyptique serait de relancer la guerre froide, qui opposerait principalement les États-Unis et la Chine.

Les seules préoccupations de Chrétien sont électorales. (Précisons sans le disculper qu'il n'est pas le seul.) C'est pourquoi il parle de jobs en soutenant un système capitaliste, dont pourtant une des lois, malgré les apparences, est de supprimer le plus d'emplois possible, surtout ceux qui sont « bas de gamme ».

Cette loi non écrite, ajoutée au fait que les grandes entreprises transnationales cherchent, dans le cadre de projets d'accords comme l'AMI et la ZLÉA, à se mettre à l'abri des mesures que prennent les gouvernements pour protéger les travailleurs, la culture et l'environnement, cette loi fait dire à Jacques Parizeau « qu'à force de vouloir tout gagner, les grandes sociétés privées sont en train de faire réapparaître une lutte des classes » (Le Devoir, 5-5).

Ce qui caractérise l'ancien premier ministre, dans notre faune politique, c'est qu'il a une pensée. Économiste de haut vol, il n'est cependant pas victime de l'économisme ambiant. Celui-ci se caractérise par des ambitions illimitées. Dans les universités, on trouve des facultés de sciences économiques. C'est une supercherie, car l'économie n'est pas une science. Elle est une méthode, un ensemble d'activités, un système ou même un art, comme on le dit des métiers, et son avatar néo-libéral actuel engendre un capitalisme sauvage soumis à une seule loi, celle du profit.

Donc les entreprises, mêmes nos chères caisses populaires, en principe coopératives, suppriment des emplois au nom de la rentabilité, c'est-à-dire des profits. Les salaires et autres avantages des chefs d'entreprise crèvent les plafonds, pendant que les McDonalds démolissent les syndicats et que les « délocalisations » ferment nos usines.

Ainsi, le risque de compromettre la paix mondiale n'arrête pas la course au profit.

PIERRE DE BELLEFEUILLE



Grande condamnation pour Petit

Le 30 avril, un juge a finalement accordé à Martin Petit le privilège de devenir le premier canadien condamné relativement aux organismes génétiquement modifiés. Accusé de méfait, Petit hérite d'un dossier criminel, d'une amende de 75 \$ et d'une année de probation au cours de laquelle il ne peut troubler le désordre public tout en étant *persona non grata* au supermarché où le groupe Étiquetage volontaire collectif citoyen (ÉVCC) s'était fait accueillir par près d'une quinzaine de voitures de police le 22 mai 2000.

Petit a été trouvé coupable d'avoir commis un crime crapuleux ce jour-là, celui d'avoir endommagé deux boîtes de carton en leur apposant un autocollant informatif affichant le message suivant: « ATTENTION: Ce produit peut contenir des organismes génétiquement modifiés (OGM). Ceux-ci n'ont pas été adéquatement testés et pourraient être dangereux pour votre santé et pour l'environnement. »

Malgré le fait qu'aucune boîte n'ait été produite en preuve durant le procès et que le gérant du supermarché n'ait pas eu souvenance de l'endroit où se trouvaient ces preuves manquantes, le juge a tout de même trouvé Petit coupable. Un verdict et une sentence politiques, à l'issue d'un procès au cours duquel les arguments politiques de l'accusé n'ont pas été retenus...

Il faut dire que Petit n'a pas démontré de remords face à son geste. Quelque peu malhabile, Petit a émis des commentaires lors de son verdict. Il a alors déclaré aux médias que « le juge n'avait pas le choix de prononcer un verdict politique puisqu'il s'agit d'un procès politique ». Et il a ajouté que « tout cela n'est qu'un Vaudeville de mauvais goût ». De bonne guerre, le juge a soumis à Petit deux articles dans lesquels ces énoncés étaient soulignés avant de prononcer sa sentence.

Martin Petit peut toujours se réjouir du fait que le juge semble avoir lu le « DOSSIER NOIR O.G.M. » qu'il lui a remis après le procès. Ce dossier contient plus de 30 documents qui soulèvent des questions importantes relativement aux OGM.

Petit va en appel. L'affaire reste à suivre.

PETER PAN

Entendu à Québec

Conversation entendue entre une résidente du Vieux-Québec incommodée par le gaz et un « agent de la paix »:

— J'ai de la difficulté à respirer. Vous avec votre masque à gaz vous êtes pas incommodé?

— Non. Y'a rien qui passe à travers ça. On pourrait même respirer s'il y avait une attaque nucléaire.

— Êtes-vous en train de me dire que s'il y avait une guerre nucléaire les seuls survivants seraient des policiers?!

— Ouais... pis là on pourrait enfin l'avoir notre État policier!



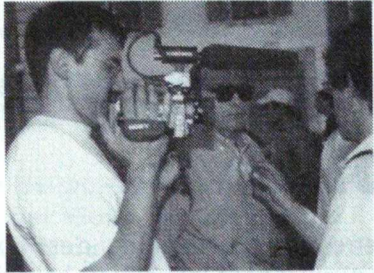
Humain, trop humain

Pauvres politiciens: des badauds rien d'un des leurs. C'est qu'il paraît qu'un René Lévesque « grandeur réelle », ça porte à rire. Or les politiciens n'aiment pas qu'on leur rappelle qu'ils ne sont que des êtres humains comme les autres. Deux choix ont donc été proposés pour que cesse la rigolade des citoyens: troquer la sculpture grandeur d'homme pour une sculpture plus grande que nature, ou élever René sur un socle. Démocratie ou pas, les politiciens auront toujours la prétention de se croire plus grands que les « simples » citoyens.

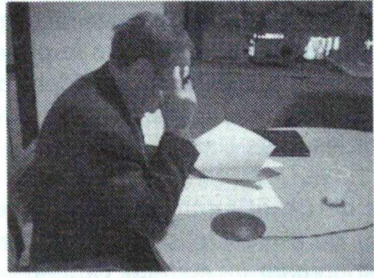
www.police

Incroyable mais vrai: sur les douilles des balles de plastique utilisées à profusion par la police lors du Sommet des Amériques, on peut trouver une adresse électronique – www.policeordnance.com – qui permet de visiter le site du producteur de ces outils de travail des policiers. Sur le site de Police Ordnance, on trouve de tout, mais aucun ami: pistolet, fusils à balles de plastique, etc. La présentation de ces outils comprend une fiche technique. On apprend entre autre que les balles de plastique Arwen-1 tirées à Québec sont une gracieuse de British Aerospace Defence: Royal Ordnance. On apprendra aussi que le joujou en question pèse 80 grammes, file à 266,4 km/h vers sa cible et que la portée de tir recommandée est de 20 à 100 mètres. À Québec, plusieurs témoins affirment avoir vu des policiers tirer sur leurs concitoyens à une distance d'environ cinq mètres, soit bien en-dessous de la portée recommandée. Les policiers étaient-ils mal informés? Offrons-leur une ligne d'accès à Internet et encourageons-les à visiter le merveilleux monde de Police Ordnance.

FRANCIS DUPUIS-DÉRI



Un film sur Pierre Bourdieu Rencontre avec une sociologie utile aux dominés



Après *Pas vu pas pris*, qui décortiquait les conivences et la mauvaise éducation morale du journalisme de télévision pris en flagrant délit de mensonge, Pierre Carles passe de la dénonciation à la promotion : celle de la connaissance savante mise au service de la résistance à la domination symbolique. Son nouveau film, *La Sociologie est un sport de combat*, est consacré au sociologue français Pierre Bourdieu.



Parce que ce film n'est pas un documentaire sur la sociologie et encore moins de la vulgarisation savante, parce qu'il n'est donc pas fait pour les consciences endormies de savoir universitaire, ce travail est avant tout destiné à ceux qui se sont lassés de la vulgate intellectuelle et de son jumeau démagogue, l'anti-intellectualisme.



Les 2 heures 24 pendant lesquelles le film suit le sociologue – d'une conférence à un séminaire, d'un cours à une réunion éditoriale, d'une interview à une manifestation – ne sont pas de trop pour mener à bien ce portrait : point de vue distancié qui introduit le spectateur à une sociologie en lui faisant suivre le quotidien laborieux de son inventeur, parti pris de laisser parler son sujet – et même de le laisser se répéter, évitement de toute vie privée – mais d'une personnalité rendue dans sa pleine humanité d'hésitation et d'illégitimité paradoxale ; choix enfin de ne jamais ni commenter ni dater ni localiser plus que ne le font les images et les propos. Domine la fonction assumée de propagandiste : au service d'une sociologie utile aux dominés.

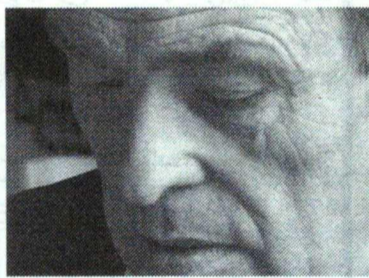
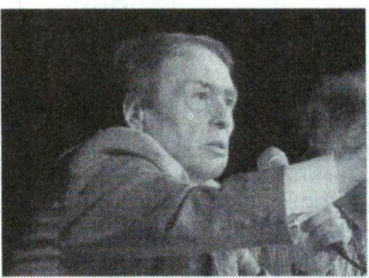


THIERRY DISCEPOLO

La Sociologie est un sport de combat, un film de Pierre Carles, devrait pouvoir être vu au Québec à l'automne. *Pas vu, pas pris*, le film précédent de Carles, a été présenté au Québec à quelques reprises, notamment par *Le Couac*.

« L'économie du bonheur »

Extrait d'une séquence de *La Sociologie est un sport de combat*, documentaire de Pierre Carles



L'économie du bonheur, c'est une idée qui peut paraître aujourd'hui un peu originale voire utopiste alors qu'elle est très banale.

Dans l'économie telle qu'elle est, on prend en compte les coûts et les profits mais comme on élimine les coûts et les profits sociaux, par exemple tout ce qui n'est pas calculable, quantifiable, tout ce que l'on ne peut pas anticiper par le calcul, on sous-estime beaucoup les coûts.

Je donne un exemple quelconque : la violence urbaine. Quand les gouvernements européens et nationaux demandent aux sociologues d'étudier la violence dans les écoles, dans les banlieues, ils veulent quoi ? Ils veulent des recettes pour conjurer la violence : est-ce qu'il faut mettre plus de policiers ? Est-ce qu'il faut plus d'animateurs ? Est-ce que l'école peut jouer un rôle dans la violence ? Mais comment protéger l'école de la violence ?... Enfin, voilà les questions qu'ils se posent.

En fait, ils excluent systématiquement la question de savoir si les causes de la violence ne sont pas hors de l'univers violent. Dans des choses qui sont tout à fait évidentes : les taux de chômage, la précarité de l'emploi, l'insécurité temporelle, le fait que le rapport à l'avenir est incertain, l'élimination scolaire, le fait que certains enfants en raison de leurs origines sociales ou ethniques sont voués à être éliminés par le système scolaire... Et ce que l'on ne voit pas, c'est que ce que l'on économise d'un côté en disant « On va réduire les coûts », « On va faire des plans sociaux », « On va renvoyer 2 000 personnes pour faire baisser les coûts de production et être compétitif sur le marché mondial », on ne voit pas que ce que l'on économise d'un côté, on va le payer de l'autre et que ces 2 000 personnes, surtout si ce sont des jeunes jetés au chômage, vont consommer des tran-

quillissants, devenir alcooliques, consommer de la drogue, devenir dealers puis killers puis occuper des policiers... Alors si l'on faisait l'équilibre de tous les coûts induits par des économies de coûts... purement économiques, on s'apercevrait que c'est de la très mauvaise économie.

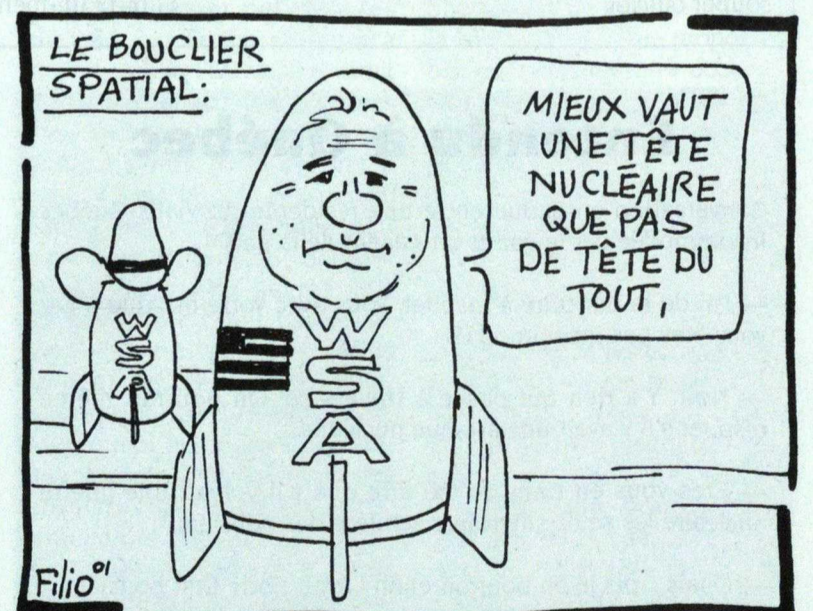
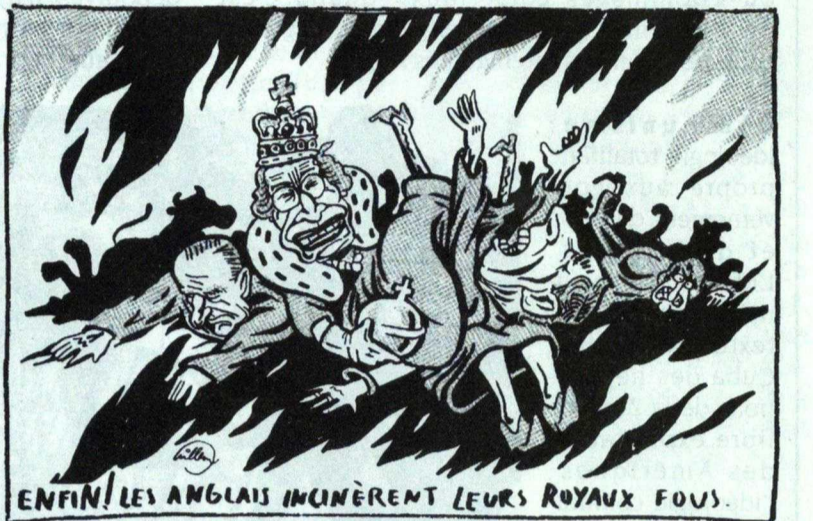
Et moi, je dis que ce que l'on fait, c'est de la très mauvaise économie, fondée sur la dissociation de l'économique et du social. Or le social, c'est de l'économique. Enfin, il n'y a rien qui ne soit pas justiciable de cette économie du bonheur : la tristesse, la joie, le bonheur, le plaisir de vivre, le plaisir de se promener dans les rues sans être attaqué, la qualité de l'air que l'on respire.

Tout ça, c'est de l'économie. Avec l'écologie, on commence à le dire... Et encore avec quelle difficulté ! C'est encore une loi sociale : il y a des coûts sociaux qui touchent tout le monde.

Un sociologue néerlandais a montré, par exemple, qu'aux XVIII^e et XIX^e siècles, les progrès de l'hygiène ont été favorisés par le fait que les grandes épidémies de peste passaient les frontières de classe. Quand il y avait une épidémie de peste, elle ne s'arrêtait pas dans les quartiers populaires. Elle tuait tout le monde, y compris les bourgeois.

Donc, on fait des égouts. On a pris des tas de mesures d'hygiène, d'intérêt général, mais qui étaient d'intérêt général dans la mesure où elles intéressaient aussi les dominants. Alors aujourd'hui, évidemment, quand il y a Tchernobyl, le nuage ne va pas s'arrêter à la frontière Oder-Neisse, ni au Rhin, ni avant le XVI^e arrondissement. À ce moment-là, on fait de l'écologie intéressée.

PIERRE BOURDIEU



L'éthique capitaliste de Bernard Landry

Michel Bernard

Le marché: un vaste champ de bataille silencieux où tout paraît en ordre, mais ruisselant de souffrances, d'angoisses refoulées. Démonstration faite encore une fois: les 650 travailleuses de Fruit of the Loom, après avoir tant «rushé» pour rentabiliser cette compagnie, sont froidement «remerciées». Leurs modestes salaires deviennent soudainement trop onéreux: on a trouvé encore plus bas au Honduras, pas trop loin d'un bidonville ou en Colombie peut-être, paradis pour l'assassinat des syndicalistes. L'exaltation de la concurrence de tous les travailleurs de la terre pour maximiser les profits des compagnies a sanctionné les travailleuses de Trois-Rivières «inadaptées» au nouvel ordre néolibéral mondial.

Un prêt de 140 millions avec l'argent du peuple à un Américain pour une équipe de hockey: Landry dit que c'est de la bonne business. La porte, «ça presse», pour ces ouvrières: c'est le marché! Landry déclare, condescendant et méprisant: «pour exporter des hélicoptères, il faut accepter d'importer des caleçons». La violence du système le laisse indifférent. Mal nécessaire. Pour lui ce sont des victimes propres qui ne salissent pas les mains car victimes d'un mécanisme anonyme, optimisant, un système oppressif formalisé en équation mathématique accepté comme rapport normal au monde. Égorgées par la main invisible, personne n'est responsable.

Parizeau s'inquiète des clauses du type «Charte du droit au profit» dans les accords de libre-échange: les États nationaux seraient affaiblis par un gouvernement supra-national qui ferait respecter les engagements des nations à ne pas troubler les modes de sanction du marché. Dans son message de la fête des travailleurs, Landry, naïvement optimiste, récitait quant à lui son acte de foi en une mondialisation qui se fera en douceur... Qu'est-ce qu'il en sait? La mondialisation accroît le risque social en augmentant considérablement la complexité, l'opacité du système, en le rendant plus imprévisible, plus

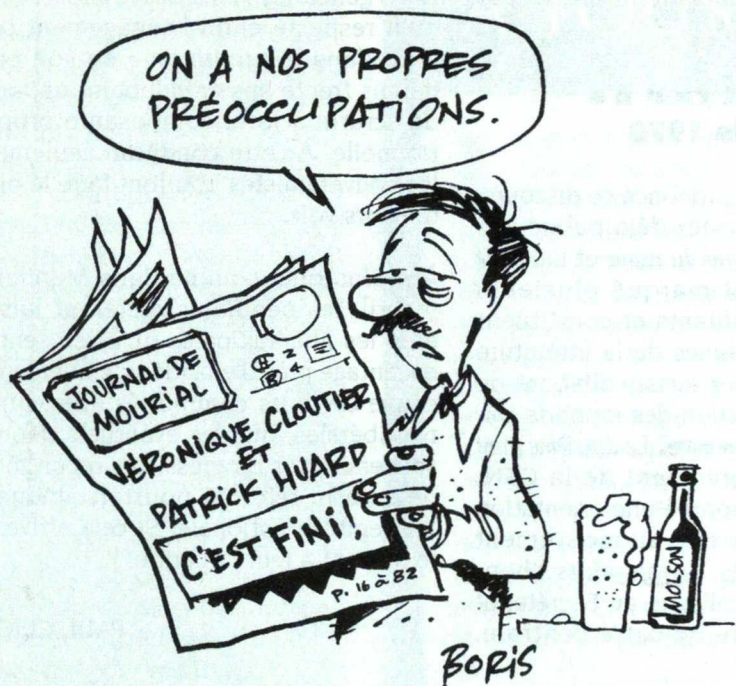
transcendant. Cette forme sociale instable, cet anarcho-capitalisme amoral, nous conduit à mener une existence encore plus aliénée où le contrôle de notre destin nous échappe en faveur de la liberté, du mouvement spontané du capital pour quelques points de rendement de plus, capital en recherche de la permission de polluer, des impôts les plus insignifiants, des réglementations les plus inexistantes, des subventions les plus dilapidatrices.

La valeur des actions monte aux nues puis s'effondre, en un mouvement de quasi panique. C'est cette instabilité, cet arbitraire du marché qui devrait gouverner nos vies à sa façon? Et Landry parle de souveraineté! Quelle souveraineté quand la panique du marché devient notre religion?

Pour congédier 20 000 travailleurs, le PDG de Nortel, John «4 %» Roth, a invoqué la concurrence mondiale: dommages collatéraux de la guerre commerciale. Lui-même, toutefois, a encaissé 150 millions \$ en rémunération en 2000 et 136 millions \$ en 1999. Le gros de ces sommes vient de l'exercice d'options d'achat d'actions à bas prix. Nortel, comme 71% des compagnies canadiennes, gave les gestionnaires de ces options dont la fortune est alors liée à celle des actionnaires: nul ne peut alors atténuer cet absolu: faire grimper la valeur des actions. En réalité, les économies issues de la capacité à faire produire à bon marché en écumant la planète ne revient pas nécessairement au consommateur: Nike trouve des pays pour fabriquer des chaussures à 50 cents de l'heure, mais elle les vend quand même ailleurs à 120 dollars la paire. Son président s'est ainsi constitué une fortune de quelques 4 milliards. Les pétrolières justifient leur indécente orgie de profits de 16 milliards en racontant aux imbéciles qu'elles ne font qu'obéir passivement au marché, une demande élevée conjuguée à une réduction de l'offre...

Dans son message de la fête des travailleurs, Landry, naïvement optimiste, récitait son acte de foi en une mondialisation qui se fera en douceur...

LE DOSSIER DE L'HÔPITAL MONTFORT TOUCHE PEU LES QUÉBÉCOIS ...



Cataclysme

Power achète à Conrad Black Le Soleil, et envoie le petit Dubuc à Québec. Encore des régions durement éprouvées.

Profits

«Future Shop hausse ses profits grâce à de fortes ventes» (Le Devoir, 19-05).

Jean-Marc Parent a renouvelé son stock de bébèles?

UN MILLIARDAIRE DANS L'ESPACE
FAUT Y ENVOYER LES AUTRES!



► PLOGUES

La forêt boréale au Québec

La Société Provancher publiera à l'automne prochain un numéro spécial de sa revue *Le Naturaliste canadien* sur le thème «La forêt boréale au Québec: Recherche et biodiversité». Les personnes désireuses de recevoir ce numéro spécial (prix: 15\$) sont priées de réserver leur exemplaire en adressant leur demande par courrier électronique à: rarioux@oricom.ca. La revue leur sera facturée lors de l'expédition, à l'automne. La réservation est nécessaire si vous n'êtes pas déjà un abonné du *Naturaliste canadien*. Information: J. C. Raymond Rioux (418) 843-6416

«Le Va-et-vient»

Est un ympanthique Café-bisrot culturel qui propose des spectacles, expos, événements divers. À Montréal, dans Saint-Henri, au 3706, Notre-Dame Ouest. Tél.: 940-2330. Site Internet: www.vaetvient.cjb.net.

Rupert K

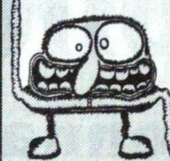
Les frères Laporte viennent de lancer un nouvel album des aventures de Rupert K. Les lecteurs du *Couac* ont pu lire pendant plusieurs mois les aventures de ce déprimé chronique.

Devinette

Qui est-ce qui dirige un monopole de distribution de stupéfiants, soigne son image médiatique, adore voir sa photo dans les journaux, et se déplace en luxueuse voiture tape-à-l'œil?

Ceux qui ont répondu Mom Boucher ou Gaétan Frigon arrivent ex-æquo. Comme récompense vous avez le droit de vous procurer à prix prohibitif soit un gros joint (\$ 10 le gramme), ou bien un grand verre de Richebourg 97 (SAQ #ffl 107 \$395), ou mieux, de La Tâche 97 (SAQ #906081 \$495). Chin! Chin!

Le couicze du Couac Le Sommet des Amériques



1- Vrai ou faux?

Au moment même où la Ligue des droits et libertés dénonçait le précédent dangereux de l'utilisation des balles de plastiques lors du Sommet des Amériques, un membre de la GRC originaire d'Ottawa s'inquiétait à propos de la «belle» ville de Québec: «J'avais peur que le Black Bloc l'abîme, ça m'aurait brisé le cœur» (La Presse, 23-4).

2- Laquelle des citation suivante est fausse?

A) Lysiane Gagnon, de La Presse: «mépriser le commerce international, c'est mépriser la nature humaine.» (La Presse, 17-4).

B) Lysiane Gagnon, citant une amie fière de la prestation de Jean Chrétien pendant le Sommet des Amériques: «je trouvais qu'il avait presque l'air d'un chef d'État! Il connaissait ses dossiers sur le bout des doigts, il a été courtois avec tout le monde, il n'a pas fait de gaffes!» (La Presse, 24-4).

C) Jean Chrétien a propos des manifestants: «Certains vont dire qu'ils représentent le pouvoir légitime, mais ils ne le sont pas. Voyons donc. Faites-vous élire, c'est facile, cela coûte quelque 200\$, vous pouvez vous présenter dans une circonscription et avec beaucoup de patience, 30 ans plus tard, vous deviendrez premier ministre» (La Presse 24-4).

D) Pierre Pettigrew, ministre canadien du Commerce international: «Je crois que dans un système démocratique, les politiciens ne peuvent faire fi des protestations de la population puisqu'ils sont élus par le peuple. Il est donc de leur devoir d'être à l'écoute des citoyens et de tenir compte de leurs demandes» (Le Monde diplomatique, 1-1).

3- Vrai ou faux?

Lors du Sommet des Amériques, il y a eu 50 000\$ de dommages à Québec pour environ 80 000 méchants manifestants. Ce qui fait 62 sous de dommage par manifestant. De leur côté, les bons citoyens qui se sont légèrement échauffés lors de l'émeute de la Coupe Stanley en 1993, ont causés pour 2,5 millions \$ de dégâts à Montréal, soit 50 fois plus qu'au Sommet de Québec.

4- Selon les autorités, les dépenses de «sécurité» du Sommet des Amériques étaient raisonnables et justifiées compte tenu de la dangerosité des manifestants. Lequel des énoncés suivant concernant les dépenses de sécurité est vrai?

A) La facture de sécurité de Sommet s'élève à environ 100 millions \$ pour quelques 6 500 soldats et policiers. Cette somme représente plus de la moitié du budget du ministère de l'environnement (194 millions \$ pour l'année 2001). Ce qui veut dire que pour protéger un territoire à l'intérieur d'une clôture de 4 kilomètres pendant 3 jours on a dépensé ce qu'il en coûte pour protéger les 1,5 million de kilomètres carrés du Québec pendant six mois. Conclusion: les déchets sont plus protégés que l'environnement!

B) Les policiers n'ont utilisé la force que lorsque c'était nécessaire. Par exemple, quand des ours féroces (catapultés par des manifestants) ont pénétré à l'intérieur du périmètre de sécurité.

5- Serge Ménard, le ministre de la sécurité publique du Québec, est si fier du comportement des policiers qu'il ne voit pas la nécessité d'une enquête publique: «Ça coûte cher, ça prend du temps (...) on verra» (La Presse, 24-4). Pour éviter toute contestation lors des prochaines manifestations, M. Ménard envisage même quelques méthodes révolutionnaires, lesquelles?

A) Utiliser des gaz hilarants pour que les manifestants partagent son optimisme et sa joie de vivre.

B) Lancer des bonbons empoisonnés à l'aide d'une catapulte géante (note: pourrait être utilisée aussi lors des prochaines élections).

C) Utiliser des balles d'amiante plutôt que des balles de plastique afin de contribuer à relancer cette industrie québécoise en déclin.

D) Infiltrer tous les groupuscules antimondialisation de plus de trois membres et/ou possédant plus de trois lance-pierres ou deux tire-poix.

E) N'importe quelle niaiserie ferait l'affaire.

FRANÇOIS PATENAUDE

Réponses: 1- Vrai, 2- D, 3- Vrai, 4- A, 5- E

McDo un peu avant...



... McDo pendant



Le restaurant McDonald de la rue Saint-Jean à Québec a jugé bon, juste avant le Sommet de Québec, d'enlever son enseigne corporative. Il a par la suite habillé ses fenêtres de jolies fleurs et camouflé les traces de son identité par de la peinture verte. Quand on a rien à se reprocher, on fait toujours comme ça?

Cliche réplique à Vadeboncœur

« Je ne reconnais plus celui qui a inspiré et orienté mon militantisme depuis 35 ans »

Cher Pierre,

Vous souvient-il de la soirée du 28 août 1970 où, en tant que principal orateur à la séance d'ouverture du congrès de fondation du Front d'action politique (FRAP), premier parti politique progressiste montréalais qui a pavé la voie au RCM, vous avez prononcé un discours qui avait galvanisé l'énergie de la troupe de jeunes et moins jeunes qui s'apprêtait à lancer l'assaut contre la forteresse de Jean Drapeau? Les paroles que vous aviez alors prononcées ont inspiré mon action militante aussi bien au FRAP que comme conseiller municipal du RCM et, plus récemment, comme fondateur du Rassemblement pour l'alternative politique (RAP) et aussi, ces dernières semaines, comme candidat de la coalition connue sous le nom d'Union des forces progressistes (UDF) lors de l'élection partielle de Mercier.

Mais voilà que, dans la livraison de mai du *Couac*, vous commettez un texte qui contredit tout l'enseignement que vous m'avez donné. Vous qualifiez notamment de « faculté de nuire » notre lutte pour la souveraineté. Puis, défaitiste, vous ajoutez: « En ce qui concerne la social-démocratie, la gauche comme parti politique visant le pouvoir et même le statut d'opposition est impuissante: c'est l'expérience québécoise constante de cinquante années. Croire le contraire est plein d'illusions, des illusions encouragées comme toujours par des enthousiasmes de comités. J'ai vu ça dix fois dans l'histoire du Québec ».

« Les enthousiasmes de comités », comme vous les qualifiez de façon un peu méprisante cher Pierre, ils se sont traduits dans Mercier par quelque 500 militants qui ont participé à la campagne dont près de 400 sur le terrain pour faire le contrepois au premier ministre, au chef de l'opposition, au chef de l'ADQ et à leur cohorte de ministres et de députés venus prêter main forte à leurs candidats. La meilleure organisation électorale, même si elle était hétéroclite, ont reconnu plusieurs journalistes.

Mais je crois que la façon la plus efficace de répondre à vos propos démobilisateurs d'aujourd'hui est justement de citer vos propos mobilisateurs de 1970. [...] Les passages qui suivent sont donc des extraits de l'allocation électrisante que vous aviez prononcée en cette mémorable soirée du 28 août 1970 [...]:

La démocratie a mis sa chemise à l'envers

« Depuis longtemps, aviez-vous expliqué, la démocratie a mis sa chemise à l'en-

vers. Les populations du monde occidental, et tout particulièrement celles de l'Amérique, ont laissé la démocratie s'organiser par ce qu'on appelle les élites – avocats, notaires, hommes d'affaires, entrepreneurs en politique – les soi-disant représentants du peuple. C'est beau, c'est touchant. Les beaux discours, les tremblements d'émotion dans la voix! Dans cette démocratie falsifiée, le peuple se fait conduire. Il y a des clowns peints en rouge et d'autres clowns peints en bleu. La population vote tantôt pour les farceurs rouges, tantôt pour les farceurs bleus ».

Inutile de cacher que vous étiez mon maître à penser.

Et vous aviez poursuivi: « La démocratie actuelle n'est pas le produit de l'organisation du peuple

et de l'action du peuple. Elle est le produit de l'organisation de la bourgeoisie; ce n'est pas le même chose. La démocratie actuelle n'est pas un véhicule dans lequel le peuple lui-même voyagerait et qu'il conduirait. Elle est une espèce de train: la locomotive représente la bourgeoisie, les grands intérêts d'argent, les grands manipulateurs; et tout le reste traîne derrière, bondé de monde, rempli de la foule du peuple. Ce n'est pas la démocratie; c'est n'importe quoi, mais ce n'est pas la démocratie, puisque le peuple non seulement n'est pas présent dans les lieux où se prennent les décisions, mais se fait embarquer jusque chez lui dans des partis manipulés d'en haut par ses propres ennemis! Un peuple passif organisé par une infime minorité de petits rois au service des potentats de la finance et de la spéculation! Qu'est-ce que cette démocratie là? Mais ce n'est rien du tout! »

La construction du pouvoir populaire

Dans la deuxième partie de votre allocution, cher Pierre, vous nous aviez expliqué que « le seul renouvellement possible de la démocratie » passait par « la construction du pouvoir populaire ». Et je vous cite à ce propos: « La population laborieuse ne fait plus guère confiance qu'à elle-même. Elle s'organise elle-même. Elle construit elle-même son propre pouvoir, économique, par des coopératives, et politique, par des comités de citoyens, par des comités d'action politique. Elle revendique elle-même. Dans l'action, elle apprend elle-même ce qu'il lui faut savoir pour mener ses luttes [...] Elle conteste. Elle manifeste. Elle réclame. Elle se donne elle-même des instruments de lutte: journaux, cercles d'étude. Elle forge elle-même ses outils d'action politique... »

Et, infatigable, vous aviez poursuivi: « Il faut lentement, patiemment, continuer cette construction du pouvoir populaire. La quasi-totalité des politiciens ne peuvent comprendre ce qui se passe là, eux qui sont habitués à arriver d'en haut pour recevoir des électeurs des mandats truqués et qui font ensuite la pluie et le beau temps. La démocratie officielle, celle des politiciens régnants, continue d'élire des sortes de princes, au nom d'une démocratie qu'ils ont trahie depuis longtemps. La démocratie, ce n'est pas cela. La démocratie, c'est d'abord, c'est essentiellement le peuple solidement organisé, le peuple organisé par lui-même, et qui envoie ses propres délégués à lui, non pas pour le "gouverner" mais pour exécuter ce qu'il décide ».

Et du même souffle: « La démocratie de l'autre système a atteint un tel degré de corruption ou d'inconscience, elle a si profondément trompé les espérances du peuple, elle a hypocritement servi tant d'exploiteurs, elle s'est alliée à tant de puissances financières, cette démocratie traditionnelle, qu'on doit aujourd'hui la considérer comme à rebâtir de fond en comble, sur des assises complètement nouvelles, et avec d'autres visées ».

Puis vous aviez conclu: « Ce qui importe surtout... ce n'est pas que vos efforts portent d'un seul coup, tout de suite, les salariés au pouvoir, mais c'est surtout que la lutte, la première phase d'une longue lutte ait été entreprise, réellement, systématiquement... Ce qui est important, c'est qu'il y ait un commencement, un départ décisif. Vous avez donné ce départ, l'important, c'est que l'on ait commencé à organiser l'action, une action de masse bien appuyée sur le réel, bien structurée, permanente, forte et de longue haleine. Les haut-parleurs de la mystification politique ne seront plus seuls désormais à se faire entendre; on entendra aussi la voix de la raison, du besoin, de la justice! C'est beaucoup; c'est aujourd'hui le commencement de la démocratie agissante, dans une ville et dans un pays où la démocratie est malade à en crever ».

Mais pourtant rien n'a changé depuis 1970

Lorsque vous avez prononcé ce discours, cher Pierre, vous aviez déjà publié vos essais phares, *La ligne du risque* et *L'autorité du peuple*, qui ont marqué plusieurs générations de militants et constituent toujours des classiques de la littérature engagée. Vous aviez aussi collaboré de très près à la rédaction des rapports *Une société bâtie pour l'Homme* et *Le deuxième front* par lesquels le président de la CSN, Marcel Pepin, a imprimé une orientation radicalement nouvelle au mouvement syndical québécois. J'avais alors l'honneur d'être votre collègue au Secrétariat d'action politique de cette centrale.

Inutile de cacher que vous étiez mon maître à penser.

Vos paroles de 1970 décrivent de façon on ne peut plus exacte la situation qui prévaut encore aujourd'hui sur la scène politique québécoise. Votre dernier écrit constitue un constat d'échec suite à votre parti pris pour le Parti québécois, mais, de grâce, ayez la sagesse de contrôler vos humeurs pour ne pas détruire ce que vous avez construit de valable. [...]

Pouvez-vous expliquer en quoi la politique poursuivie aujourd'hui par le premier ministre Landry, architecte [...] d'un libre échangeisme qui a mené directement à la mondialisation sauvage, diffère de nature avec celle de Jean Drapeau? [...]

En 1970, vous ne tarissiez pas d'éloge envers la démarche du FRAP dont j'étais le président. Vous qualifiez son programme « d'un des documents politiques les plus remarquables qui aient été produits depuis nombre d'années au Québec », [...]

Je peux vous assurer, cher Pierre, que [...] l'Union des forces progressistes et ses composantes – le RAP, le PDS, le Parti communiste, le Parti vert et l'aile québécoise du NPD – a autant de valeur à tous points de vue que celle du FRAP en 1970 [...]. À noter aussi que, tout comme en 1970 avec le FRAP, le Conseil central du Montréal métropolitain (CSN) a été partie prenante de la coalition de Mercier.

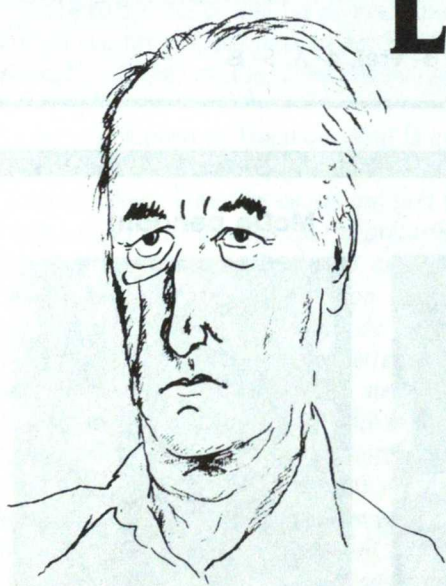
Toutes réserves faites sur les circonstances particulières qui ont entouré l'élection partielle de Mercier, il demeure quand même qu'une des principales significations de ses résultats, c'est que plusieurs péquistes de tendance social-démocrate ont délaissé leur parti à cause de son virage à droite. Une autre est que le PQ n'a plus le monopole de la souveraineté. Par voie de conséquence, si le gouvernement Landry veut éviter la prise du pouvoir par le Parti libéral aux prochaines élections générales, il n'a pas le choix: il faut qu'il respecte enfin l'engagement contenu dans le programme de son parti depuis trente ans en adoptant un mode de scrutin à forte composante proportionnelle. À cette condition seulement, les souverainistes pourront faire le plein de leurs voix.

À moins que, comme dans Mercier le 9 avril, les péquistes préfèrent laisser élire les libéraux parce qu'ils se sentent davantage près d'eux idéologiquement, à cause de leurs communes allégeances néolibérales, que les éventuels députés souverainistes progressistes qu'un mode de scrutin réformé pourrait amener à l'Assemblée nationale. Si cela arrive, ils le devront à leur impéritie. [...]

PAUL CLICHE

La réponse de Vadeboncœur...

« Je reconnais toujours mon ami Cliche »



Cher Paul Cliche,

D'abord des remerciements pour le ton bien amical de ta lettre. Je t'assure moi aussi de mon amitié, entière comme elle l'a toujours été. Ta sincérité, ta générosité, ton riche naturel et ta probité, j'en garde un vivant souvenir, qui en effet n'a aucune raison de s'estomper.

Cela dit, un mot sur ce qui nous divise. L'article que tu me reproches tient dans

peu de chose. De quoi s'agit-il? D'une illusion: du RAP, si tu le vois comme un futur grand parti gauche, socialiste, souverainiste, appelé à remplacer le PQ comme parti indépendantiste, à accéder au statut d'opposition puis au pouvoir, donc à réaliser son but tant social que national. Impossible pour moi de croire à ce destin pour ton parti.

Tu m'opposes un discours que j'aurais prononcé le 28 août 1970. Je n'ai pas le moindre souvenir de ce discours. Je me rappelle seulement que j'appuyais effectivement le FRAP. Justement, ce fut ma dernière participation de ce genre, après quinze ou vingt ans d'expériences semblables, où rien n'avait dépassé le stade embryonnaire, ni les partis concernés le stade plus ou moins groupusculaire. J'ai tiré ma conclusion vers ce temps-là.

Sur « la faculté de nuire », j'ai donc par la suite défini ma position. Par exemple, comme ceci:

« Le point de vue révolutionnaire dans cette histoire, c'est qu'on remplacerait un parti à peine réformiste, dit-on, par un parti révolutionnaire, dit-on. Mais le point de vue impérialiste, c'est probablement qu'un parti révolutionnaire, ou un parti ouvrier, ou un parti de travailleurs, qu'on l'appelle comme on voudra, serait pour le moment une assez bonne affaire impérialiste. Pour des raisons bien simples: c'est qu'un tel parti, qui pour longtemps ne saurait faire de mal au capitalisme, pourrait faire tout de suite assez de mal au nationalisme. C'est la théorie du vaccin. Inefficace comme ennemi, mais efficace contre un autre ennemi. »¹

Tu n'as qu'à mettre là-dessus des mots plus contemporains. Le rapport de force est le même.

Qui s'est réjoui superlativement des résultats dans Mercier? Tout l'establishment du Canada, dont le PQ est

depuis trente ans la première cible. Ce n'est pas grave?

En avril 1978, j'écrivais également ceci: « si vous vous dites indépendantistes socialistes et aboutissez dans la réalité au fédéralisme capitaliste, vous arrivez à une situation qui en tout point est à l'opposé de votre pensée, ou, si vous préférez, le contraire absolu de votre position de principe. »²

Tu m'as un peu mal lu, mon cher Paul, en tout cas depuis vingt-cinq ans.

Ce n'est pas grave.

PIERRE VADEBONCŒUR

1. Pierre Vadeboncœur, *Un génocide en douce*, L'Hexagone/Parti pris, Montréal, 1976.

2. Pierre Vadeboncœur, *To be or not to be*, L'Hexagone, 1980.

Le Musée des Beaux-Arts-Pepsi



Doit-on accepter que les institutions publiques persistent à entretenir un tel mensonge qui laisse croire que la bourgeoisie locale donne gracieusement ses œuvres d'art aux musées?

En réaction à la réouverture du Forum de Montréal sous forme d'un mégaplexe du divertissement *American all dressed*, rebaptisé Forum Pepsi pour l'occasion, et venant s'ajouter à une longue liste, allant du Centre Molson, au Stade du Maurier, en passant par le Festival de Jazz de Mes Deux, et le Festival Juste pour rire Quand on est Souff, Odile Tremblay constatait que « les industries prodigues manquent de classe. [...] Il me semble que c'est de moins en moins discret, leur affaire ». Et elle posait cette question : « À quand l'éthique du fric ? » (*Le Devoir* 9-5)

Quelle éthique du fric ? Que nos généreux commanditaires partent à la conquête de l'industrie du divertissement est dans l'ordre des choses, puisqu'ils ont

déjà complètement envahi le champ des arts visuels. Il y a longtemps que les industriels qui s'élisent entre eux à la tête des conseils d'administration des institutions publiques, particulièrement des hauts lieux de diffusion de la culture que sont devenus les musées, ne se gênent plus pour faire leur autopromotion et pour s'afficher partout.

Si vous visitez l'exposition Pierre Ayot, en cours jusqu'au 17 juin au Pavillon Jean Noël Desmarais du Musée des Beaux-Arts de Montréal, vous y accédez en gravisant les marches du monumental escalier de marbre Biochem Pharma Francesco Bellini O.C., G. V. Ph.D. Une fois en haut, vous traverserez le Grand hall Banque Royale du Carkick, pour accéder à la salle Eaton où se tient l'exposition. La

visite terminée, vous pourrez redescendre l'escalier Norton. Ce qui vous amènera inévitablement à passer devant les toilettes Lavalin-Bernard Lamarre, où vous pourrez couler un bronze en l'honneur du généreux donateur avant de partir. Même scénario avec d'autres acteurs au Musée d'art contemporain. La visite commence par l'info-gallerie Omer de Serres et les bécoses sont dans l'atrium Hydro-Québec : pas un seul nom d'artiste dans toute cette soupe publicitaire.

Si vous décidez plutôt de poursuivre votre visite du Musée des Beaux-Arts Pepsi Power Corporation pour admirer les œuvres exposées dans une des nombreuses salles commanditées de la collection permanente, vous remarquerez à côté de chacune de celles-ci un carton avec le nom de l'artiste, le titre, les matériaux, et le format sur la moitié supérieure. L'autre moitié ? On y lit : « Don de M. et Mme Chose ». La mention est discrète, c'est vrai. Mais l'espace qui lui est réservé est égal à celui consacré à l'artiste, et sur le même carton, ce qui la rend inévitable et très indiscrète. C'est une insulte faite aux artistes de les obliger à partager les honneurs souvent posthumes accordés à leurs œuvres, avec les spéculateurs qui ont encaissé des profits substantiels en vendant celles-ci à l'État. Alors que les artistes négligés par ces mêmes collectionneurs ont dû les céder de leur vivant pour une bouchée de pain, au sens propre.

Le marché de l'art est quasi inexistant au Québec. Le bourgeois d'aujourd'hui comme celui d'hier préfère spéculer sur les

œuvres des artistes défuntisés. Comme le confiait à *La Presse*, en décembre dernier, Paul Maréchal, conservateur de la collection Power Corporation, spécialisée dans l'art de 1830 à 1960 : « Le collectionneur ne fait de l'Argent qu'au moment où il donne ses œuvres à une institution. À ce moment, il a le droit à des crédits d'impôts variant selon l'œuvre donnée. Mais avant cela, pas un sou. » Remarquons en passant l'euphémisme « donne ses œuvres à une institution » pour décrire la transaction qui consiste à vendre un bien à l'État dans le but d'encaisser enfin des profits souvent longtemps attendus. Plus le donateur est généreux, plus il touche un gros chèque.

Inscrire « Don de M. et Mme Machin » à côté d'une œuvre, alors que c'était la seule façon pour le gentil couple de passer au cash, est-ce bien honnête, même si c'est discret ? Les grands bourgeois locaux ont absolument besoin de ces institutions pour faire des profits, puisqu'ils les ont inventées. Ça leur permet par la même occasion d'imposer leur goûts en matière d'art, et de mettre en marché un altruisme virtuel.

Quoi de plus utile en effet pour ces messieurs-dames qu'une machine à acheter les œuvres des collectionneurs locaux, avec l'approbation d'un conseil d'administration dont ils sont, ou ont été, membres ? Si ce système est profitable pour les riches, il est aussi responsable en bonne partie de l'inexistence du marché local de l'art. Avec un tel système, les seuls artistes profitables deviennent ceux

dont les œuvres sont déjà susceptibles d'être acceptées par les musées. Quelles que soient les prétentions de nos bourgeois, tout le monde sait bien qu'ils ne sont pas là pour jouer les mécènes désintéressés, mais pour faire du fric à court terme. C'est donc aux valeurs sûres du marché des artistes morts, ou sur le point de l'être, que ceux-ci s'intéresseront en priorité, pas à l'art incertain des artistes vivants ou inconnus.

« Don : action d'abandonner gratuitement à quelqu'un la propriété ou la jouissance de quelque chose. Ce qu'on abandonne gratuitement à quelqu'un sans rien recevoir de lui en retour » dit le Robert. Comme la majorité des œuvres soi-disant données aux musées ont été cédées en échange d'un profit, comment peut-on honnêtement tolérer que les institutions d'enseignement qu'ils sont devenues affichent pareils mensonges aux étudiants qui défilent en troupeaux devant les œuvres exposées ?

La moindre des choses serait que les institutions publiques cessent de faire passer des opérations commerciales à but lucratif pour des dons désintéressés à la communauté. Si les bourgeois tiennent absolument à faire savoir qu'ils ont déjà eu la jouissance temporaire de certaines œuvres d'art, ils peuvent toujours le faire inscrire sur un carton distinct de celui consacré à l'artiste. Vendu par M et Mme Machintruc, avec le prix qu'ils ont reçu, ce qui serait très instructif, puisque c'est la seule information manquante...

JACQUES BOUCHARD

Hypocrite

Les boys-scouts du State Department regrettent l'utilisation des chasseurs F-16 contre le peuple palestinien. Quelle hypocrisie ! Après un silence de plus de trente ans sur le fond du problème, soit l'occupation de la Palestine par les colonialistes israéliens, les Américains chipotent soudain sur les méthodes des assassins en uniforme et versent des larmes de crocodiles. Où est le problème ? Est-on plus mort ou moins mort, plus blessé ou moins blessé, passé par les bombes d'un F-16 que par les obus d'un char, les missiles d'un hélicoptère Apache ou les balles d'un M-16. On attend toujours l'étalage de bons sentiments de « clowns sans frontières » et le pleurnichage humanitaire des Nations Unies.

PIERRE FALARDEAU

Lard lyrique

La Presse annonçait récemment que son ancien président et éditeur Roger D. Landry, le concepteur de Youppi et d'Alain Dubuc, « qui aurait voulu être un artiste », est actuellement en studio pour enregistrer un album de chansons françaises. *Le Couac* a appris d'une source bien informée qu'en plus de l'incontournable *Blues du Businessman* de Plamondon, on pourra y entendre *Monsieur vingt-cinq pour cent* du même auteur, ainsi qu'une choix judicieux de grandes chansons connues et moins connues du répertoire populaire. Il y aura bien sûr *Les bourgeois* de Brel, *Vieille canaille* de Gainsbourg, *Les Pleins* de Paul Piché, *Entre deux joints* de Pierre Bourgeault et Robert Charlebois, *Les menteries* de Gilles Vigneault, *Je suis un dinosaure* et *Regrets d'une punaise* d'Anne Sylvestre et enfin, *La ballade du gars brûlé* et *Ma truite* de Tex Lecor.

JACQUES BOUCHARD

AVIS À TOUS LES CITOYENS GAZÉS À QUÉBEC

Le gaz lacrymogène employé à Québec est le gaz dit « CS », pour 2-chlorobenzylidène malonitrile. Il peut être utilisé en spray ou en fumée, comme ce fut le cas à Québec. La composition exacte des canettes de spray utilisées par les forces constabulaires en Angleterre est la suivante : une solution contenant 5% de CS (1,5 grammes) dissoute dans un solvant, le « Methyl isobutyl ketone » (MIBK), pour un volume total de 30 millilitres. On retrouve aussi dans la canette de l'azote (UK Department of Health, 1999). J'ai cherché à savoir si c'est le même type de gaz qui est employé au Canada, mais j'ai rien trouvé là-dessus. Si quelqu'un trouve quelque chose...

Même si la Convention sur les armes chimiques s'entend pour dire que le CS fait partie des produits chimiques toxiques, les avis des experts sont partagés au sujet de son utilisation dans le contrôle des foules. Dans le document britannique, ceux qui la défendent disent que c'est une arme sécuritaire parce que, de toutes façons, les personnes intoxiquées par les gaz ne restent pas sur les lieux de concentration du produit. Ah ? Et pour ceux qui avaient des masques ? Et ceux qui s'éloignaient momentanément ? Et pour les enfants que quelques crétins avaient amenés ? Les mêmes experts disent que, effectivement, la situation est préoccupante pour les policiers qui peuvent être exposés à des intoxications répétées. C'est gentil de se soucier de leur santé.

D'autre part, les opposants à l'utilisation du CS affirment que les analyses ne sont pas suffisantes et doivent être poursuivies (comme tout bon scientifique, ils ne prennent pas position), de même qu'ils affirment qu'en situation expérimentale ou extrême, le produit peut incommoder sérieusement les « sujets », voire causer la mort. Jugez-en vous-même :

D'abord, utilisé dans un lieu fermé et projeté d'une distance de 2 à 6 mètres,

le CS en spray peut causer des crises d'asthme « chez les individus susceptibles ». De même, le stress du « sujet » peut augmenter la quantité de gaz inhalé. Stress et CS peuvent alors conduire, même chez des gens en santé, à la suffocation (surtout si la position du « sujet » n'est pas normale ; genre à plat ventre les mains dans le dos avec un beu de 200 livres sur le dos), à la crise d'épilepsie, à la crise cardiaque... Mais cela n'est pas un objet d'inquiétude, parce que l'utilisation du spray dans un lieu fermé est contraire au mode d'emploi et aux « opérationnal guidelines ». Les savants britanniques se demandent aussi si le CS peut avoir des effets inattendus chez les « sujets » qui sont traités avec des médicaments de type neuroleptique.

Un autre document, publié par le Parlement Européen (voir les sources) affirme que, administré à haute dose, le CS peut aider le développement de la pneumonie et d'œdèmes pulmonaires fatals (le malade meurt noyé dans son fluide pulmonaire). Il peut aussi causer des gastro-entérites majeures, voire des ulcères avec perforation. Enfin, même à des doses minimales, le CS peut causer des problèmes de santé à tout individu de plus de trente ans qui n'est pas trop en forme physiquement ou qui a un anévrisme non détecté.

Une étude vietnamienne montre que 52% des « sujets » développent des problèmes de peau, des brûlures mineures ou des réactions allergiques de type « contact dermatitis ». Pour les yeux, une expérience menée par les scienti-mirifiques britanniques avec des volontaires révèle qu'une vaporisation de CS « resulted in a severe pain response ». Voilà une preuve indubitable que la science va jusqu'au bout de ses questions et qu'elle n'a pas froid aux yeux.

D'autre part, même si les expériences sur le MIBK semblent dire que le produit demeure relativement peu toxique,

il n'y a pas de données disponibles sur les effets de l'administration de CS dissout dans du MIBK. Pourtant, la combinaison est utilisée depuis 1996 en Angleterre.

Enfin, il est évident que des études sur les effets à long terme ou à dose vraiment massive (type chambre à gaz) du CS sur les humains n'ont pas été effectuées. Par contre, plusieurs furent réalisées à partir d'une matière première peu rebelle, nos amis les bêtes. Plusieurs études sur des cobayes divers visent à détecter les effets toxiques, cancérogènes ou mutagènes majeurs de l'intoxication au CS. À ce sujet, les deux documents dont on dispose sont contradictoires. La renconion britannique destinée à conseiller le gouvernement anglais affirme ne pas disposer d'informations à propos de tels effets. Le document du Parlement Européen dit tout le contraire. Qui croire ?

En attendant, une étude préliminaire effectuée par l'équipe scientifique du *Couac* révèle en primeur que les policiers présents à Québec sont devenus impuissants et qu'ils luisent dans le noir.

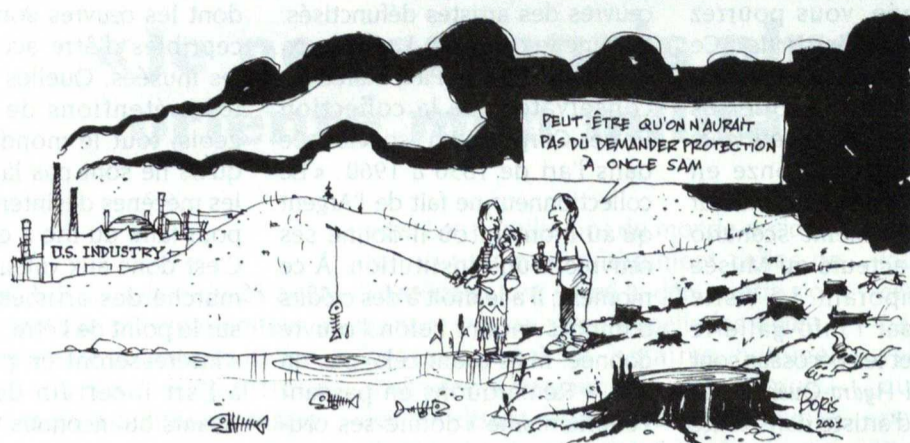
MARCO SILVESTRO

Pour en savoir plus :

Department of health (UK), Committees on toxicity, mutagenicity and carcinogenicity of chemicals in food, consumer products and environment (septembre 1999) « Statement on 2-Chlorobenzylidene Malonitrile (CS) and CS spray ». (Disponible à cette adresse : <http://www.doh.gov.uk/pub/docs/doh/csgas.pdf>)

Scientific and Technological Options Assesment (STOA) (juin 2000) « Crowd control technologies. (An appraisal of technologies for political control) », Luxembourg : Parlement Européen. (Disponible à cette adresse : http://www.europarl.eu.int/stoa/publi/default_en.htm?redirected=1)

Les hauts cris



On raconte que Churchill, effectuant une tournée de conférences aux États-Unis en 1948, au moment où en Inde les forces nationales poussaient à la création d'un État libre avec Gandhi, ne cessait d'être pris à partie par des manifestants qui arboraient des pancartes du genre : *Cessez le génocide des Indiens! Honte à ceux qui maltraitent les Indiens!*

Churchill n'avait pas la langue dans sa poche et avait la répartie cinglante. Plusieurs adversaires politiques ne se sont jamais relevés de ses piques sanglantes. Un jour, il perdit patience. «Un instant! lança-t-il à son auditoire. De quels Indiens parlons-nous ici? De ceux qui, sous la gracieuse protection de Sa Majesté britannique, se sont multipliés à un point tel qu'ils atteindront bientôt le milliard d'habitants dans leur pays, ou bien de ces autres Indiens qui, attaqués de toutes parts par la république américaine, ont été pratiquement exterminés, les rares survivants de ce génocide ayant été parqués dans des réserves, malades, pauvres, spoliés et méprisés? Oui, messieurs! De quels Indiens parlons-nous, je vous le demande?»

Paraît-il qu'à compter de ce jour, Churchill a pu continuer son voyage en toute quiétude...

OK! Tout le monde est d'accord! L'ineffable Jacques Brassard, ci-devant ministre des Ressources naturelles, n'est rien d'autre que l'homme lige des grandes papeteries et autres forestières qui pillent à qui mieux mieux cette richesse nôtre qui leur a été remise comme un cadeau du ciel. Richard Desjardins l'a formidablement bien illustré dans son film et c'est toujours une

honte que ce monsieur Brassard, engoncé dans sa vide grandiloquence, ait encore la charge de voir à ce que nos forêts soient vidées au plus sacrant de leur contenu afin que les coffres de toutes les Abitibi Paper se remplissent au plus vite.

Tout cela est vrai, déplorable, haïssable à souhait et mérite qu'on prenne la rue pour le dénoncer.

Prendre la rue, oui! Mais pas prendre la 95 pour aller quémander à Washington la protection du gouvernement américain contre ce gouvernement québécois laxiste et acoquiné avec les grandes compagnies, comme viennent de le faire les Cris! Il devrait y avoir des limites à poser ainsi en masochistes militants. Il est pour le moins incongru en effet — mot choisi pour ne pas manquer à la charité chrétienne — que ce soit du gouvernement américain, dont on sait le sort qu'il a réservé jadis aux autochtones qui avaient eu le malheur de naître sur le territoire fédéré, que les Cris recherchent la protection. Le gouvernement québécois a les deux doigts dans le nez? L'impayable Brassard se complait dans son rôle de carpette des papeteries? Fort bien!

Mais quelqu'un pourrait-il faire savoir à ces messieurs Coon-Come et Saganash, qui se plaisent à se présenter comme des polices, l'un baveux, l'autre bon gars, qu'avec les Américains, surtout depuis l'élection (si on peut dire...) du pétrolier Dubya Bush, ils ne sont pas sortis du bois? Quelqu'un pourrait-il leur glisser à l'oreille que leur

nation de trappeurs, de chasseurs et de pêcheurs est à la veille de vivre des temps plutôt difficiles merci quand se déverseront sur leurs têtes ces pluies acides venues de ce sud où on vient de donner le feu vert à une surproduction d'énergie à base de pétrole et de charbon? Ont-ils déjà oublié que le fils Kennedy, qui avait épousé leur cause et dénoncé les intentions du gouvernement quand il avait été question de construire un nouveau barrage, agissait en sous-main pour le compte du cartel du charbon, comme l'avait démontré par après Louis-Gilles Francoeur, du *Devoir*? Comment ça se dit, en langue crie, *se faire passer un sapin*?

Avec ces millions de tonnes de gaz carbonique, de mercure et de soufre qui nous seront si gentiment refilées par ces voisins à la délicatesse de pachydermes, ça lui fera une si belle jambe, à la forêt boréale, que Richard Desjardins se verra obligé de changer le titre de son film d'*Erreur boréale* en *Horreur boréale*.

Et pendant que Bush s'apprête à consacrer la mainmise des pétroliers et de l'industrie charbonnière qui l'ont financé à plus soif, le candidat des Verts aux dernières élections américaines, Ralph Nader, directement responsable de l'arrivée de Dubya à la présidence, non seulement ne regrette pas son geste mais dit se réjouir que la question écologique soit aussi présente dans le débat public.

Là comme ici, il y a des coups de pieds dans le cul qui se perdent!

MICHEL RIOUX

LA CAISSE DE DÉPÔT PRÊTE 150 M\$ À GILLETT:



Mécène (mes cennes?)

Bill Gates est un homme au grand cœur.

La radio de Radio-Canada rapportait avec un soupir d'émotion que la fondation créée par l'ex-homme-le-plus-riche-du-monde a donné 40 millions de dollars à la Bibliothèque municipale de Windsor, en Ontario. Et la journaliste de le comparer au magnat du début du siècle Andrew Carnegie, qui offrait lui aussi des livres aux bibliothèques. Seule différence — mais elle est de taille — ce ne sont pas livres qu'offre Bill Gates (dans une bibliothèque, ce serait stupide, n'est-ce pas?) mais du matériel pour s'initier à l'informatique et à Internet. En fait, il ne fait rien de plus que ce qu'a fait Coca-Cola en Afrique il y a quelques années: il crée un besoin parmi la population qui se passait très bien de ses produits jusqu'alors. Merci qui?

LE GOUVERNEMENT CANADIEN S'OPPOSE AU CLONAGE HUMAIN!



Bande de CONSOMMATEURS Le crime économique contre l'humanité

Entre nous, y a-t-il une façon difficile et pénible de grignoter? Peut-être celle qui consisterait à picorer des grains de riz trop cuits préalablement mélangés avec des asticots... Et encore. Si je pose la question, c'est qu'un slogan lu sur une boîte de biscuits m'a plongé dans un gouffre de perplexité: «La façon facile et amusante de grignoter!» À première lecture, la phrase a l'air de dire quelque chose. Mais creusez un peu et son insignifiance vous sautera au visage.

Si vous avez l'impression que les fabricants de nourriture vous prennent pour des imbéciles, soyez certains qu'il ne s'agit pas d'une impression. Sur le même paquet de biscuits, on nous annonce, en grosses lettres colorées, que les biscuits contiennent «du vrai fromage/real cheese». C'est donc dire qu'il existe du faux fromage. Mais dans ce cas, quels sont les critères de distinction? et comment le reconnaît-on? Sur un bocal de compote de pommes «sans sucre ajouté» et «sans conservateurs», il est aussi indiqué que le produit est «naturellement sans gras»! À quand les bouteilles d'eau à 0% de matières grasses, les carottes sans cholestérol et les frites sans fièvre aphteuse? Pendant ce temps, les chaînes de supermarchés refusent toujours que la mention «sans OGM» soit apposée par les producteurs. Pas assez vendeur, peut-être...

On vous a déjà conseillé de ne pas «manger vos émotions»? Les barres de chocolat Kit Kat font exactement le contraire. Dans leur campagne publicitaire qui s'étalait cet hiver sur les abris d'autobus, il était très clairement conseillé de «faire une pause Kit Kat» parce que... la température atteint 30 °C à Cuba (et -10 °C ici, c'est sous-entendu). Autrement dit: lorsque vous êtes aux prises avec une contrariété, mangez du chocolat.

Des générations de diététiciens, d'enseignants, de médecins et autres personnes responsables de la san-

te publique se sont évertuées à transmettre à la population les notions de base d'une alimentation saine. Or voilà qu'une compagnie privée met tout son poids financier pour convaincre les consommateurs du contraire. J'entends déjà soupirer les paresseux: «Bof, ce n'est pas si grave...» Mais si, c'est grave. C'est grave parce que quelqu'un s'arroge le droit de menacer la santé publique pour s'enrichir, sans bien entendu participer à la réparation des dégâts (maladies cardiovasculaires, obésité, etc.) que son action aura causés. C'est grave parce que l'intérêt privé prime sur l'intérêt public. C'est grave parce que la société ne se donne pas les moyens de lutter contre ce que je considère être de la propagande, avec toute la mauvaise foi que le terme implique.

Sérieusement, n'y a-t-il pas lieu d'engager une poursuite judiciaire pour méfait public contre les fabricants de Kit Kat? On va me dire qu'ils ne sont pas les seuls et qu'à ce compte-là, il faudrait poursuivre à peu près toutes les compagnies. Et pourquoi pas? Je suis pour l'introduction d'un nouveau concept de droit: le crime économique contre l'humanité. Il permettrait d'attaquer les laboratoires qui inventent des pesticides, puis mettent sur le marché des céréales modifiées génétiquement pour résister à ces pesticides. Il permettrait de punir les dirigeants des compagnies de vêtements de sport qui paient des salaires esclavagistes aux enfants du tiers-monde qui leur servent d'ouvriers. Il permettrait de déclarer hors-la-loi les fabricants d'automobiles qui s'arrangent pour que leurs véhicules tombent en rouille juste après la fin de la période de garantie. Il permettrait de démanteler l'empire criminel de Loto-Québec (oui, c'est une compagnie publique, et alors?), qui soutire plusieurs milliards de dollars par an aux citoyens sans prendre en charge les problèmes sociaux (pauvreté, santé mentale, suicides...) que cause sa seule existence. Il permettrait de mettre au cachot, et pour longtemps, les irresponsables chefs des laboratoires pharmaceu-

tiques qui font mourir des centaines de milliers d'Africains en interdisant que leurs médicaments soient copiés à moindre coût.

La liberté d'entreprendre? Mon cul! Quand elle devient l'ennemie de l'intérêt public, elle n'a plus aucune légitimité. La liberté de consommer? Mon cul! Lorsque les produits manufacturés sont soudés plutôt que vissés pour qu'on ne puisse pas les réparer, lorsque les lobbies industriels produisent de fausses études scientifiques pour tromper l'administration publique, lorsque les pauvres ne peuvent pas consommer de produits naturels parce que la loi du marché les rend trop chers, la liberté de consommer n'existe tout simplement pas. Il est temps de mettre fin aux droits indécents des entreprises. Peut-être qu'alors elles n'es-saieront plus de nous prendre pour des imbéciles.

Un jardin d'arbres qui cache la forêt

Pendant toute la durée de l'hiver, une pancarte a nargué les passants à la sortie de la station de métro Place-des-Arts, à l'angle de la rue Bleury et de l'avenue Kennedy. Derrière le minable bâtiment de la STCUM, un terrain vaguement utilisé comme parc de stationnement a été barricadé à grand renfort de panneaux peints. Quant à la fameuse pancarte, elle est plantée juste devant et annonce: «Printemps 2001. Un jardin d'arbres signé Domtar.»

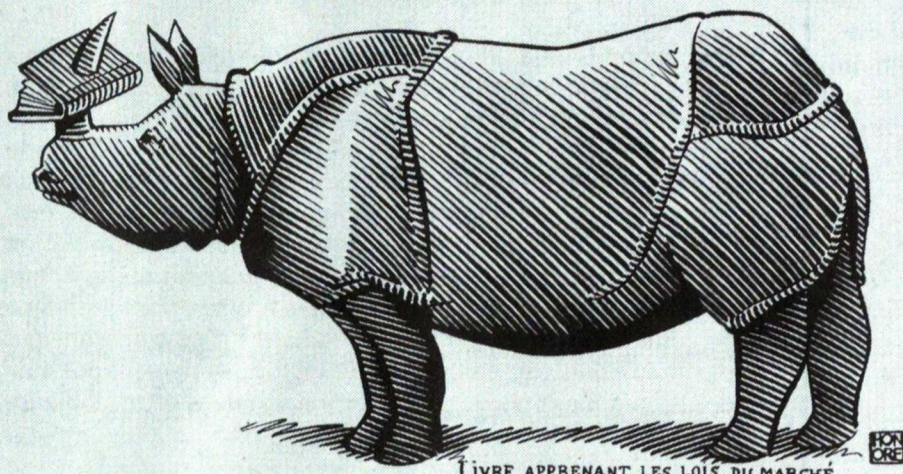
Un jardin d'arbres! Nul doute que plusieurs publicitaires ont dû cogiter fort pour aboutir à cette géniale opération de relations publiques qui consiste à faire passer Domtar — profession coupeur d'arbres — pour un créateur d'espaces verts. Alors comme ça, d'un seul coup de baguette magique, le coupeur à blanc serait blanchi de ses méfaits? Verra-t-on bientôt Bombardier créer un «jardin de colombes» pour faire oublier ses armes? Ou BCE un «jardin des téléphonistes» pour se faire pardonner de les avoir mises à la portes?

Qu'on se le dise: le jardin d'arbres est à la forêt ce que l'aquarium est à l'océan: une pâle et déprimante copie, emprisonnée, folklorisée, falsifiée, dénaturée.

STÉPHANE BATIGNE

Le petit observatoire des médias

L'autodéfense intellectuelle



LIVRE APPRENANT LES LOIS DU MARCHÉ.

J'ai dit souvent dans cette chronique : nous vivons dans des sociétés profondément endoctrinées. Nous sommes noyés sous des masses considérables d'information dont une part significative est produite et mise en circulation par de puissantes institutions, avec des objectifs clairs et précis d'endoctrinement. Nous sommes livrés à ce barrage d'idées et de représentations sans moyens de défense. En pensant à cela, il m'est arrivé plus d'une fois de rêver à une sorte de *Manuel d'autodéfense intellectuelle*. Si l'éducation et les médias faisaient vraiment leur travail, ce livre serait totalement inutile ; mais force est d'admettre que ce n'est pas le cas.

Je mettrais bien des choses dans ce petit manuel, notamment des notions de mathématiques élémentaires dont la maîtrise fait parfois cruellement défaut même à des personnes instruites. Les mathématiques élémentaires sont un puissant et indispensable outil d'autodéfense intellectuelle. De simples notions d'arithmétique suffisent parfois à ne pas s'en laisser conter, à condition bien sûr de vouloir s'en servir, ce qui signifie adopter une attitude critique.

Il y a quelques mois, un universitaire déclarait devant moi et un auditoire d'intellectuels que 2000 enfants irakiens

mouraient à chaque heure depuis dix ans à cause de l'embargo américain. Certes, cet embargo est immonde et constitue un crime sans nom. Mais 2000 enfants à l'heure cela fait 17 520 000 enfants par an ; depuis dix ans ; et ce dans un pays de 20 millions d'habitants...

Un autre exemple. Joel Best, auteur d'un superbe ouvrage sur les statistiques, raconte qu'il assiste en 1995 à une soutenance de thèse durant laquelle le candidat évoque le fait que depuis 1950 le nombre de jeunes tués ou blessés par armes à feu, aux États-Unis, double chaque année. Une référence à une revue savante est citée à l'appui de ce fait. Chacun sait que les États-Unis ont un grave problème avec les armes à feu. Mais, avec pour seul outil l'arithmétique, réfléchissons un peu à ce qui est avancé ici. Posons généreusement qu'un seul gosse a été tué par balle en 1950. On en aura donc 2 en 1951, puis 4 en 1952 et 8 en 1953. Si vous poursuivez, vous arriverez en 1965 à 32 768 morts, ce qui est certainement bien plus que le nombre total de morts par homicides (enfants et adultes) aux États-Unis durant toute l'année 1965. En 1980, on aurait en gros un milliard d'enfants tués, soit plus de quatre fois la popula-

tion du pays... En 1987, le nombre de gosses morts par armes à feu chaque année aux États-Unis dépasserait le nombre d'êtres humains qui ont vécu sur la terre depuis que notre espèce y est apparue !

Ainsi, des notions de statistiques auraient une place de choix dans mon petit livre. Rien de très compliqué, mais des outils tout simples dont il suffit parfois de vouloir se servir pour faire tomber le masque de la propagande. Par exemple, apprendre ce qu'est une moyenne, un mode, un médian et pourquoi et comment s'en servir. Et aussi savoir ce qu'est un écart type et une distribution normale : sans cela, on ne peut pas vraiment savoir ce que signifient les chiffres qu'on nous sert.

Je mettrais aussi dans mon petit livre des notions de ce que j'appelle de la comptabilité critique. Un exemple, adapté d'un petit livre classique de Duff (*How to lie with Statistics*).

Considérez les données financières suivantes concernant deux compagnies. On a :

Compagnie A

- Salaire moyen des employés 22 000\$
- Salaire moyen et profits de propriétaires : 260 000\$

Compagnie B

- Salaires moyens 24 838\$
- Profits moyens des propriétaires 50 000\$

Pour laquelle de ces deux compagnies préféreriez-vous travailler ? De laquelle voudriez-vous être le propriétaire ?

En fait, votre réponse importe peu, puisqu'il s'agit dans les deux cas de la même compagnie. Et je précise tout de suite qu'on n'a pas réellement « triché » (au sens usuel du terme) avec les données.

Comment cela est-il possible ? C'est en fait fort simple. Posons que trois personnes sont propriétaires d'une

entreprise qui emploie 90 salariés. À la fin de l'année, elles ont payé à ces derniers 1 198 000\$ en salaires. Les trois propriétaires ont pris chacun un salaire de 110 000\$. On constate au terme de l'exercice qu'il reste 450 000\$ de profits, somme à partager entre les propriétaires de l'entreprise.

On peut exprimer ceci en disant que le salaire annuel moyen des employés est de 1 980 000\$ / 90, soit 22 000\$; tandis que les revenus des propriétaires s'obtiennent en additionnant pour chacun, son salaire et la part des profits qui lui revient, ce qui donne 110 000\$ + (450 000\$/3) = 260 000\$. Voici notre compagnie A. Elle présente d'excellents chiffres, qu'il pourra être avantageux de présenter en certaines circonstances, si vous comptez au nombre des propriétaires.

Mais supposons que les propriétaires veulent plutôt faire ressortir leur profond humanisme et le sens de la justice qui les habite. On peut alors prendre 300 000\$ sur les profits et répartir ce montant, en tant que bonus, entre les trois propriétaires. Puis, on calculera la moyenne des salaires en incluant cette fois ceux des trois propriétaires dans le calcul. On a cette fois un salaire moyen de 1 980 000\$ + 330 000\$ / 93 = 24 838\$. Et les profits des propriétaires sont bien de 150 000\$ / 3 = 50 000\$ chacun. Voici notre compagnie B.

Cet exemple est extrêmement simplifié. Il faut savoir que, dans la réalité, le premier comptable venu vous le confirmera, on peut faire bien mieux — ou pire — que cela !

RAYMOND-LA-SCIENCE
baillargeon.normand@uqam.ca

Des lectures. Trois indispensables et accessibles initiations aux mathématiques d'autodéfense intellectuelle.

John Allen Paulos, *A Mathematician reads the newspaper*, Basic Books, 1995.

John Allen Paulos, *Innumeracy. Mathematical Illiteracy and its consequences*, Hill and Wang, 1988.

Joel Best, *Damned lies and statistics*, University of California Press, 2001.

L'erreur boréale

Voilà plus de deux cents ans, le philosophe Jean-Jacques Rousseau écrivait dans un texte au sujet de la Corse : « Il faut établir de bonne heure une exacte police sur les forêts, et en régler tellement les coupes que la production égale la consommation. Il ne faudra pas faire comme en France, où les maîtres des eaux et forêts, ayant un droit sur la coupe d'un arbre, ont intérêt de tout détruire : soin dont ils s'acquittent aussi de leur mieux. Il faut de loin prévoir l'avenir (...) on doit exploiter ou vendre les bois vieux et qui ne profitent plus ; mais il faut laisser sur pied tous ceux qui sont dans leur force ; ils auront dans leur temps leur emploi. »

Légitime violence

La justice est formelle : lancer des tartes à la crème, coller des étiquettes sur des produits pouvant contenir des OGM et manifester devant une clôture sont des actes répréhensibles en démocratie ; voire passibles d'un dossier criminel.

Les manifestants doivent s'ajuster s'ils veulent agir à l'intérieur du cadre de la loi et éviter de se voir écoper d'un dossier criminel. Ils doivent tirer des balles de plastique, utiliser des gaz lacrymogènes et des canons à eau, kidnapper et emprisonner les personnes représentant une menace pour la société.

Non seulement tout cela leur évitera un dossier criminel mais en prime ils recevront des félicitations du ministre de la sécurité publique du Québec, Serge Ménard et du premier ministre du Canada Jean Chrétien.

HERCULE POIVRON

Ça ne s'invente pas !

Le lundi, suite au Sommet des Amériques, les gardes d'Orsainville ont distribué des jeux de société aux détenus politiques, dont « Monopoly ». Quelle belle tentative de réhabilitation sociale !

La poésie de Préfontaine Forcer le désordre

Victor-Lévy Beaulieu

Avant Gilles Archambault, Yves Préfontaine fut un fabuleux animateur radiophonique : il fit découvrir à plusieurs d'entre nous la beauté du jazz et les possibilités extrêmes de la littérature quand elle se constitue objet de connaissance et de liberté. C'est d'ailleurs au nom de cette liberté à conquérir que Préfontaine a délaissé temporairement la poésie pour devenir chef de cabinet du D^r Camille Laurin dans ce gouvernement péquiste qui nous a donné la Loi 101.

Après avoir publié *Parole tenue*, une rétrospective de son œuvre jusqu'en 1990, L'Hexagone renoue avec Préfontaine en faisant paraître *Être-Aimer-Tuer*, un recueil de deux cents pages dans lequel le poète interroge, tel Hermann Broch dans *La mort de Virgile*, les relations que le Verbe entretient avec la réalité et le rêve. Bien évidemment, je préfère les textes de *Tuer* à ceux qui les précèdent parce que ceux-ci, pour moi, véhiculent trop d'images déjà connues, notamment celles de l'arbre et du fleuve dont notre poésie abuse inconsidérément, sans rien renouveler, depuis 1950. Le Préfontaine qui m'interpelle, c'est celui de « Habitez-moi », c'est celui qui chante :

Habitez-moi jusqu'au bout,
Que j'en éclate et que j'en brûle,
Amour qui tue les heures sombres,
La haine sombre,
Et nous écarte du vertige
De se détruire jusqu'au bout.

Aimez-moi,
Que je m'en aille à la fin
Avec les yeux rivés
Sur l'infinie giration,
La croissance et la mort
Des mondes.

Yves Préfontaine, *Être-Aimer-Tuer*, L'Hexagone, Montréal, 2001.

Noam Chomsky

La guerre comme politique étrangère des États-Unis

Revenant sur la guerre comme chemin pris par le capitalisme pour s'imposer au monde, ce recueil nous invite à lutter contre un système qui aggrave les inégalités devant le droit et l'économie

préface de Jean Bricmont



De la guerre comme politique • 208 pages, 19,95\$ taxé inclus!

Bon de commande à nous retourner

par courrier: COMEAU & NADEAU ÉDITEURS
c.p. 129, succ. de Lorimier, Montréal
(Québec) H2H 1V0

Je règle par: Mandat Chèque

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

En vente dans toutes les librairies, 22,95\$ + tx
TPS: 143635464





L'Art et la révolution

L'autre jour, un jeune boutonneux m'apostropha: «Toé, man, tu capotes s'es biographies!». Premièrement, j'ai horreur qu'on m'appelle «man», à moins d'être à Harlem ou dans le ghetto de Memphis. Chez moi, ça sonne doublement colonisé. Deuxièmement, je ne capote pas sur «les» biographies; j'aime simplement essayer de comprendre le cheminement d'un artiste, d'un écrivain ou d'un homme politique que j'admire. Diego Rivera est un de ceux-là.

Avec Siqueiros et Orzco, deux autres vedettes du muralisme mexicain, il est l'un des grands peintres du xx^e siècle, quoiqu'en pensent les mafiosi du marché de l'art européen et américain. Dans l'excellente biographie de Patrick Marnham, on découvre que Riviera quitte le Mexique au début du siècle, à la recherche de la «grande» culture occidentale. Bourré de complexe envers l'Europe, comme tout colonisé qui se respecte, on le retrouve en Espagne, puis à Paris. Il végète dans le milieu des peintres, avec Picasso et toute la bande, jusqu'à sa rencontre avec Élie Faure, l'extraordinaire critique d'art. C'est Faure, plus politique, plus engagé, qui fera découvrir à Rivera l'art de la fresque en

Italie. Les deux hommes deviennent amis.

De retour dans son pays en 1926, Rivera renoue avec ses racines mexicaines. Il plonge dans la culture et l'histoire de son pays. Rejetant à la fois la culture européenne, la peinture bourgeoise et le folklore pour touristes de Gringoland, Rivera choisit le muralisme, un art monumental, populaire et politique. «L'analyse de Rivera était d'essence nationaliste autant que socialiste.»

Heureusement que Rivera était mexicain. S'il avait été québécois, le petit frère «Matamain», ce curé à l'esprit vicieux et tordu qui se prend pour l'évêque ou le pape de la critique théâtrale, arriverait sans doute, en triturant les fais, à accuser Rivera de «national-socialisme». Il trouverait le moyen, ce raté pathétique, comme le nomme si bien Dominic Champagne, de débusquer derrière la pensée du peintre l'ombre de Lionel Groulx lui-même. Et les journalistes ignorants et imbéciles applaudiraient l'ignorance cultivée du frère directeur.

Excellente biographie, donc, d'un grand peintre. Un peu monstrueux sur les bords, comme beaucoup d'artistes. Rivera est souvent oppor-

tuniste sur le plan politique comme sur le plan artistique. Stalinien, il travaille en même temps pour monsieur Ford lui-même à Détroit. Il devient trotskyste du jour au lendemain, puis redevient stalinien en apprenant que sa femme couche avec Trotsky...

Personnellement, je préfère Siqueiros à Rivera. Et pour mieux comprendre le muralisme mexicain, il faut lire absolument *L'Art et la révolution*. Les leçons de Siqueiros me semblent tout à fait d'actualité dans la situation culturelle et politique québécoise. Ça vous changera de tout cet art branché et postmultitransculturel à la mode de New York, Londres, Paris, Berlin ou Milan.

Rappelons en terminant que René Derouin, de Val-David, est un des rares artistes québécois à avoir travaillé avec les muralistes mexicains.

PIERRE FALARDEAU

Patrick Marnham, *Diego Rivera*, Paris, Le Seuil, 2000.

David Alfaro Siqueiros, *L'Art et la révolution*, Paris, Éditions Sociales, 1973.

Élie Faure, *Histoire de l'art*, Paris, Gallimard, Collection Folio, 1988.

Pour cramper en masse

Le glossaire de Benoît Melançon et Pierre Popovic est un répertoire et une analyse des clichés ou idées reçues dans les médias, les administrations, la publicité, le discours commun. Entre la garderie et les bars, on apprend à distinguer les places à 5\$ des danses à dix.

On peut penser à Flaubert ou à Bloy, à Bourdieu ou à Angenot (en moins lourd), aux *Lieux communs* des anthropologues Arcand et Bouchard, à *La Petite vie* ou au *Chu comme chu* de Georges Dor. On *crampe en masse* en parcourant les allées et venues du *Village québécois d'aujourd'hui*. Certaines entrées sont de petits traités du savoir et du savoir-dire à l'usage des jeunes ou vieilles générations: *excellence* (tombée en désuétude à partir de 1990); *post-moderne*, *postmodernité*: «En les prononçant, faire deux signes de la victoire avec l'index et le majeur des deux mains de chaque côté du visage à hauteur des tempes [...]»; *quétaine* est devenu ringard et *cheapo* fait «ostensiblement pauvre».

Est-il innocent de compter les *argents* au pluriel, de dire «en quelque part», «à quelque part», lorsqu'on cherche à descendre à l'intérieur de son *vécu*? L'amitié disparaît sous les trois sens contemporains du mot *ami*: 1. Conjoint. 2. Enfant d'âge préscolaire. 3. Client. Certains mots, tou-

jours mal employés au Québec, sont à proscrire: *agenda*, *identifier*, *interpeller*, *problématique*, *versus*...

Les citations sont parfois étonnantes. Le *Devoir*, un peu avant Noël 1999: «Comme l'exige la tradition, quelques arrache-larmes s'immisceront à l'intérieur du menu des Fêtes, sans qu'il y ait valeur ajoutée».

Le travail le plus utile de Melançon et Popovic est de fournir enfin une définition claire et une carte hiérarchique précise des sommets, audiences, carrefours, chantiers, comités, commissions, consensus, consultations, états généraux, forums, groupes de discussion, partenaires sociaux qui constituent l'ossature, une fois le gras coupé, de nos appareils institutionnels. Le tour des tables rondes, de concertation et de prévention, est éloquent. La carte sociopolitique des rencontres aux plus hauts niveaux correspond assez bien aux innombrables carnavaux ou festivals populaires de fruits et légumes, l'humour en moins. Rassurant ou inquiétant?

LAURENT MAILHOT

Benoît Melançon et Pierre Popovic, *Le Village québécois d'aujourd'hui. Glossaire*, Montréal, Fides, 2001.

Feltrinelli

Vous connaissez cet homme? C'est un des éditeurs italiens les plus célèbres. En 1972, on le retrouve mort, près d'un pylone électrique: la bombe qu'il tentait d'installer avec ses camarades lui a explosé au visage. Riche, Giangiacomo Feltrinelli a rassemblé, depuis les années 1950, une des plus importantes bibliothèques consa-

crée à l'histoire de la gauche. Comme éditeur, on lui doit notamment la parution de *Docteur Jivago* et la découverture de Lampedusa. Son projet: dépasser une certaine culture d'origine libérale, catholique ou marxiste, qui domine alors (encore?) les maisons d'éditions. (Carlo Feltrinelli, *Senior Service*, Paris, Christian Bourgois, 2001)

COLLECTION
RETROUVAILLES

Pierre Kropotkine

L'entraide

Un facteur de l'évolution

Avec notre collection «Retrouvailles», nous vous invitons à découvrir des textes «oubliés», anciens ou plus récents. Tout en vous plongeant au cœur de débats du passé, ces rééditions vous offrent des outils pour mieux comprendre les enjeux contemporains. Chaque titre de la collection comprend une présentation critique originale.

400 pages • 26,95 \$
ISBN 2-921561-56-5
DIFFUSION: DIMÉDIA

Écosociété
A CONTRE-COURANT

C.P. 32052, comptoir Saint-André
Montréal (Québec) H2L 4Y5
Tél.: (514) 521-0913
Courriel: ecosoc@cam.org
Tollé: www.ecosociete.org

Du fond de mon arrière-pays

MA TRAVERSÉE DU QUÉBEC

Première partie

Deux mois déjà que je me prends pour Jack Kerouac et fais ma traversée du Québec, comme en l'an premier de mon métier d'éditeur et de mon entrée en écriture, c'était en 1968, alors que la littérature québécoise, selon le mot célèbre de Jacques Ferron, était en ébullition: une vingtaine de romans furent publiés cette année-là, ce qui était déjà cinq fois plus que les quatre ayant vu le jour en 1948, quand la Révolution tranquille n'était encore qu'une promesse. Et maintenant, que dire de la production romanesque québécoise et de la centaine de romans qu'une douzaine de maisons d'éditions ont fait paraître depuis septembre dernier? Est-ce seulement possible de les lire tous et quels signes doit-on voir dans cette fabuleuse effervescence?

Une première constatation se dégage presque d'elle-même, c'est celle de l'établissement d'une littérature nationale en mesure désormais de couvrir tout le territoire québécois grâce à des œuvres majeures: pour l'Abitibi, c'est Jeanne-Mance Delisle et *La Bête rouge*, cette plongée dans les profondeurs d'une violence sans nom, faite de désirs extrêmes et vécues par des personnages dont on a extorqué la mémoire fondatrice, les forçant ainsi à déterrer racines et à brûler ramages, comme aux premiers temps de la colonisation, univers féroce et coloré des meurtres rituels, des incestes et des mutilations mythiques. *La Bête rouge* est le plus grand roman écrit de main de femme depuis dix ans au Québec. À proprement parler, hallucinant, surtout quand on le lit comme moi dans cet autobus bringuebalant traversant par tempête de neige le parc glacé des Laurentides.

Quand on y arrive enfin, le royaume fondé par Peter McLeod nous interpelle autrement, grâce à Yvon Paré et à André Girard, auteurs cette année de *L'école du rang Neuf* et du *Chemin de traverse*, deux œuvres qui, pour être fort différentes l'une de l'autre, n'en parlent pas moins admirablement bien d'un coin de pays qui se prétend déjà souverain. Avec *L'école du rang Neuf*, Yvon Paré a écrit un livre définitif sur l'enfance quand elle se vivait à La Dorée, dans un bout et une école de rang dominée par une institutrice moins bête que celles qu'on prétend souvent avoir eues puisque capable d'exciter les pauvres de corps et d'esprit en leur faisant découvrir les beautés du monde. Et quels personnages que ceux des parents, particulièrement la grand-mère, tels que décrits par Yvon Paré. Un beau livre que celui-là, aussi définitif dans ses drôleries et ses émotions que *Les sirènes du Saint-Laurent* de Roger Fournier nous racontant la fin du monde rural traditionnel du Bas-du-Fleuve.

André Girard a été lauréat en 1991 du prix Robert-Cliche pour *Deux semaines en septembre* et, tout en enseignant la littérature au collège de Chicoutimi, ne cesse pas d'écrire. *Chemin de traverse* est son quatrième roman. En tant que professeur, Girard est en mesure mieux que quiconque de parler d'une réalité qui bouleverse, au Saguenay-Lac-Saint-Jean comme dans tout l'arrière-pays, les données sociales d'un pays incapable de voir plus loin que son nez, ce qui force sa jeunesse à l'exode vers Montréal ou Québec. Plus que partout ailleurs au Québec, le royaume fondé par Peter McLeod se dépeuple et s'appauvrit. Un millier de jeunes y prennent tous les mois l'autobus parce qu'ils ne trouvent plus chez eux de quoi même survivre, leur pays écharogné par des multinationales dont l'engagement civique se réduit aux profits déshumanisés que leur permet la haute technologie.

Dans un tel monde, pourquoi et comment rester chez soi? Est-il possible de ne pas fuir, surtout si on vient de l'extérieur comme Andréa et qu'on rêve grand: redécouvrir cet an premier du monde dont je parlais au commencement de mon texte, habiter dans toutes les tribulations de la passion, et absolument? Devant cette exigence de la neuve femme, que peut bien offrir Réjean et le pays en démanche que l'incurie de ses commettants lui a légué en héritage?

Chemin de traverse est un roman douloureux par les questions qu'il sait si bien poser sur un Saguenay-Lac-Saint-Jean en mutation sociale comme partout ailleurs dans les provinces québécoises. Il démontre éloquentement que la littérature, selon la remarque de Michel Garneau, peut être belle et utile, ce dont nos dirigeants auraient intérêt à prendre avis au plus sacrant avant que ça ne craque sans retour possible, comme le dit encore si bien le héros de Girard, au bout de ce chemin de traverse qu'une vieille station-service empêche encore de devenir caduque pour tout de bon.

VICTOR-LÉVY BEAULIEU

Jeanne-Mance Delisle, *La Bête rouge*, Éditions de la Pleine Lune, Montréal, 1998.

Yvon Paré, *L'école du rang Neuf*, Éditions XYZ, Montréal, 2000.

André Girard, *Chemin de traverse*, VLB Éditeur, 2001.

L'

Aut'Journal lance une revue placée sous la direction de notre ami Jean-Claude Germain. Elle s'appelle *L'Apostrophe*. D'entrée de jeu, Germain donne le ton: «Le discours de la rectitude met la vie, le monde, la pensée, la culture, l'amour et la liberté entre guillemets. S'il n'y en avait plus qu'un seul pour s'y opposer, ce serait le guillemet du pauvre, sa colère et sa riposte, *L'APOSTROPHE*!» Ce premier numéro a de la gueule. Cela s'explique: il a été dessiné par l'excellent Olivier Lasser. Une jolie revue donc, et intelligente de surcroît: on trouve dans ce numéro, entre autres bons textes, un vaste portrait de Michel Chossudovsky et un essai de Michel Lapierre. En kiosque.